

Bilan 2016 des logements aidés

Les caractéristiques des opérations
de financement des logements
et leur répartition territoriale



SOMMAIRE

PRÉAMBULE	7	Logements financés par région et par zone	
PARTIE 1 : BILAN NATIONAL	9	• Recentrer la programmation des logements dans les zones tendues	25
Données générales		• Pourcentage de LLS financés par région et par zone ABC	27
• Offre nouvelle - chiffres clés (en nombre de logements)	10	• Poids des LLS financés dans les grands pôles urbains (hors Anru et DOM)	28
• Bilan des aides à la pierre	11	• LLS financés en acquisition-amélioration (A. A) - Part des logements vacants par produit	29
• Demande de logement social : état de la demande à fin décembre 2016	12	• LLS financés en acquisition-amélioration (A. A) et part des logements vacants par produit et par région	30
• Détail des crédits engagés sur le programme 135	13	• Logements financés dans les communes soumises aux dispositions de l'article 55 de la loi SRU (y compris Anru)	31
• Évolution du nombre de logements locatifs sociaux financés depuis 1989 (y compris Anru et Foncière)	14	• Opérations financées dans le cadre du PNRQAD depuis 2011	32
• Évolution du nombre de logements locatifs sociaux financés depuis 2007, hors Anru, hors DOM	15	• Opérations financées au titre du Programme d'investissements d'avenir (PIA)	33
• Nombre de LLS financés par produit	16	• Part des opérations financées par les délégataires en 2016	34
• Nombre de logements locatifs sociaux financés dans les DOM	17	• Opérations de RHVS financées	35
• Logements financés par l'Anru	18	• Paiements des délégataires par rapport aux AE engagées - comparaison avec une cible théorique	36
• Logements financés par l'Anru entre 2004 et 2015 au titre du PNRU	19	Les publics particuliers	
• Interventions de l'Anru entre 2004 et 2015 au titre du PNRU	20	• Logements sociaux financés par type de bénéficiaires et par région	37
• PLS financés par l'Association Foncière Logement (AFL) depuis sa création	21	• Logements étudiants	38
• Répartition entre acquisition-amélioration (A. A) et neuf	22	• Logements sociaux financés par type de produit et bénéficiaires	39
• Proportion de logements en acquisition-amélioration sur les LLS financés depuis 2007	23	• Logements financés par type de structure et de bénéficiaires	40
• Logement intermédiaire : production en 2016	24		

SOMMAIRE

• Foyers pour personnes âgées et pour personnes dépendantes	41	• Prêts PLS mobilisés	56
• PLS pour personnes âgées ou handicapées financés depuis 2007	42	• Plan de financement moyen des opérations	57
• Opérations d'hébergement financées	43	• Plan de financement moyen des opérations financées (en €/logement) : Tous LLS - hors Anru	58
• PLAI adapté - Appel à projets n° 4	44	• Plan de financement moyen des opérations financées (en €/logement) : Logements étudiants	59
La réhabilitation du parc HLM		• Plan de financement moyen des opérations financées (en €/logement) - hors Anru : Logements ordinaires - PLAI	60
• Actions de réhabilitation du parc HLM	45	• Plan de financement moyen des opérations financées (en €/logement) - hors Anru : Logements ordinaires - PLUS	61
• Traitement des foyers de travailleurs migrants	46	• Plan de financement moyen des opérations financées (en €/logement) - hors Anru : Logements ordinaires - PLS	62
• Traitement des foyers de travailleurs migrants : maîtres d'ouvrage	47	• Plan de financement moyen des opérations financées (en €/logement) : Logements - foyers pour personnes âgées ou handicapées en PLS	63
Les maîtres d'ouvrage		• Plan de financement moyen des opérations financées (en €/logement) : Résidences sociales (PLAI)	64
• Logements financés par catégorie de maîtres d'ouvrage -hors Anru	48	• Estimation des aides publiques mobilisées sur une opération de logement locatif social (Logements ordinaires et neufs)	65
• Activité des différentes catégories de maîtres d'ouvrage	49	• Aides moyennes publiques en faveur du logement social : logements ordinaires et neufs financés en 2016	66
Les plans de financement moyens des opérations		Les PSLA	
• Montant moyen de subvention État pour les PLAI en logements ordinaires	50	• Répartition territoriale des opérations de PSLA financées en 2016	67
• Montant moyen de subvention État pour les PLAI en résidences sociales	51	• Logements financés en PSLA depuis 2007 : répartition par zone ABC	68
• Montant moyen de subvention État pour les PLUS	52		
• Surcharge foncière et prime spécifique IDF	53		
• Surcharge foncière et prime spécifique IDF par zone	54		
• Intervention d'Action Logement dans le financement des opérations de logement (rappel 2015)	55		

SOMMAIRE

• Logements financés en PSLA depuis 2007 : répartition par région	69	• LLS financés dans la région Nouvelle-Aquitaine (Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes)	84
• Répartition territoriale des opérations de PSLA financées depuis 2007	70	• LLS financés dans la région Auvergne et Rhône-Alpes	85
• PSLA financés depuis 2007	71	• LLS financés dans la région Bourgogne Franche-Comté	86
Caractéristiques techniques des opérations		• LLS financés dans la région Bretagne	87
• Coût des logements ordinaires : PLUS, PLAI, PLS, neuf (en euros/m ² de SU)	72	• LLS financés dans la région Centre-Val de Loire	88
• Modes de chauffage principal des opérations financées (LLS & PSLA)	73	• LLS financés dans la région Occitanie (Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées)	89
• Répartition des logements financés par taille : logements ordinaires (PLAI, PLUS, PLS)	74	• LLS financés dans la région Hauts-de-France (Nord-Pas-de-Calais et Picardie)	90
Les gens du voyage		• LLS financés dans la région Normandie (Basse-Normandie et Haute-Normandie)	91
• Gens du voyage : nombre de places financées et montant des subventions par catégorie	75	• LLS financés dans la région Pays de la Loire	92
Les actions d'accompagnement		• LLS financés dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur	93
• MOUS financées par catégorie	76	• LLS financés dans la région Corse	94
• Les maîtrises d'œuvre urbaines et sociales : typologie	77	• LLS financés par territoire de programmation (hors Anru)	95
Parc privé		GLOSSAIRE	101
PARTIE 2 : BILAN PAR RÉGION ET PAR TERRITOIRE DE PROGRAMMATION			
• LLS financés dans la région Île-de-France	82		
• LLS financés dans la région Grand Est (Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne)	83		

PRÉAMBULE

L'État mobilise des moyens importants pour le financement du logement social en France. Pour répondre aux demandes des acteurs locaux ou nationaux de l'habitat, la Direction de l'Habitat, de l'Urbanisme et des Paysages (DHUP) du ministère en charge du Logement produit chaque année, depuis 2009, le **Bilan des logements aidés** qui compile les informations relatives au financement des logements sociaux. Les données présentées dans ce bilan sont recueillies dans l'infocentre SISAL à partir de l'instruction des demandes de financement effectuées, soit par les services de l'État, soit par les collectivités locales délégataires de la compétence des aides à la pierre.

S'adressant à tous les acteurs du secteur (associations d'élus, bailleurs sociaux, Caisse des dépôts et consignations, Action Logement...), ce bilan, qui traite différents aspects du logement social (localisation, plan de financement, caractéristiques techniques...) est devenu depuis sa première édition une source d'information de référence.

Les données présentées dans ce document correspondent à **une photographie de l'activité de financement à la date du 9 janvier 2017 dans l'infocentre SISAL.**

En 2016, 124 226 logements locatifs sociaux ont été financés en France métropolitaine, hors intervention de l'Anru, contre 108 921 en 2015.

Les services instructeurs peuvent effectuer à tout moment des mises à jour des opérations dont ils ont la charge sur l'année en cours ou sur les années précédentes. Une opération peut par exemple être supprimée ou actualisée par la saisie des paiements effectués. Une analyse effectuée ultérieurement dans SISAL se fondera ainsi sur des éléments susceptibles d'avoir été actualisés, et pourrait donner des

résultats en partie différents de ceux publiés dans ce bilan.

Les délégataires ont, de plus, la possibilité d'annuler des opérations financées au cours des années antérieures, dégageant ainsi des ressources pour le financement d'opérations au titre de l'exercice en cours. Le bilan d'une délégation de compétence ne s'établit donc pas en additionnant les résultats des publications annuelles successives, mais en effectuant le bilan actualisé à partir de SISAL sur la durée de la convention de délégation.

Le **Bilan des logements aidés** présente des analyses détaillées des opérations financées en France métropolitaine par le programme 135 « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat ». Il inclut également une présentation synthétique des logements financés par l'Anru, l'Association foncière logement (AFL), l'Anah et par le programme 123 dans les DOM.

De nombreuses politiques d'intervention de l'État y sont référencées, telles le « Programme d'investissements d'avenir », le suivi du programme de réhabilitation des foyers de travailleurs migrants, la production de logements étudiants, la production de logements en PLAI adapté ou la production de logements intermédiaires.

Le Fonds national des aides à la pierre (FNAP), établissement public administratif créé le 1^{er} juillet 2016, constitue désormais le cadre institutionnel partenarial (État et bailleurs sociaux à parité, parlementaires et collectivités locales ou leurs groupements) de discussion, de préparation, d'élaboration et de suivi de la programmation des aides à la pierre en métropole pour le logement social. Les ressources du FNAP sont issues principalement des contributions des bailleurs sociaux et de l'État, rattachées sur le programme 135 par voie de fonds de concours.

PRÉAMBULE

Clés de lecture :

Sauf mentions contraires, les résultats pour les PLUS et les PLAI sont constitués comme suit :

- $PLAI = PLAI + \text{Produit spécifique hébergement}$
- $PLUS = PLUS + PLUS-CD + \text{Palulos communales}$

Partie 1 : Bilan national

Offre nouvelle - chiffres clés (en nombre de logements)

Parc public	LLS	124 226 logts financés	
	dont :	PLUS :	57 909 logts
		PLAI :	34 351 logts
		PLS :	31 966 logts
		soit :	124 226 logts droit commun
	dont :	ANRU :	0 logt Anru*

Parc privé	ANAH	56 467 logts financés	
	Propriétaires occupants :	51 269 logts	
	Propriétaires bailleurs :	5 198 logts	
	dont :	4 360 logts conventionnés APL	
	Logts conventionnés APL sans travaux :	5 385 logts	

Location accession	PSLA	7 467 logts financés
---------------------------	-------------	-----------------------------

Réalisation par rapport aux objectifs du PAP* du programme 135			
	Objectif	Réalisé	% réalisé
PLUS + PLAI :	103 144	92 260	89 %
Total LLS :	139 496	124 226	89 %

* PAP : *Projet annuel de performances du programme 135 : Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat.*

133 971 logements sociaux aidés en 2016
124 226 logements LLS
9 745 logements Anah
dont :
4 360 logts Anah conventionnés APL
5 385 logts Anah conventionnés APL sans travaux

* Pour l'activité de l'Anru en 2016, consulter la page 18

Bilan des aides à la pierre

Crédits sur le programme 135 (Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat), Anah, dispositifs non budgétaires (PLS, PSLA et LI)

Produits de financement	Programme 135	Nb de logements financés				Nb logements hors Anru et hors DOM			
		Nb total de logements	dont production hors Anru	dont production Anru (1)	dont production DOM*	Déc. 2016	Déc. 2015	Déc. 2014	
PLUS	40 906 884	61 213	61 213		3 350	PLUS - PLAI (2)	92 260	78 858	79 939
PLUS-CD	120 132	46	46			PLS	31 966	30 063	26 475
PLAI	271 447 605	36 365	36 365		2 091	Total LLS fin de gestion	124 226	108 921	106 414
PLS		32 615	32 615		649	Total LLS actualisé	124 226	107 776	104 552
Logement intermédiaire (LI)		7 265	7 265						
Produit spécifique hébergement	528 868	77	77						
Surcharge foncière	45 099 011								
Prime spécifique IDF	68 752 873								
PLAI adapté	1 395 020								
Total LLS	428 250 393	137 581	137 581	0	6 090	PSLA	7 467	8 080	7 355
PALULOS	438 044	132	132						
Démolition	140 000	700	700						
MOUS & autres dispositifs	4 104 386								
Études habitat	3 812 404								
Gens du voyage	789 676								
TOTAL AE 135	437 534 902								

(1) Pour l'activité de l'Anru en 2016, consulter la page 18

(2) y compris produit spécifique hébergement

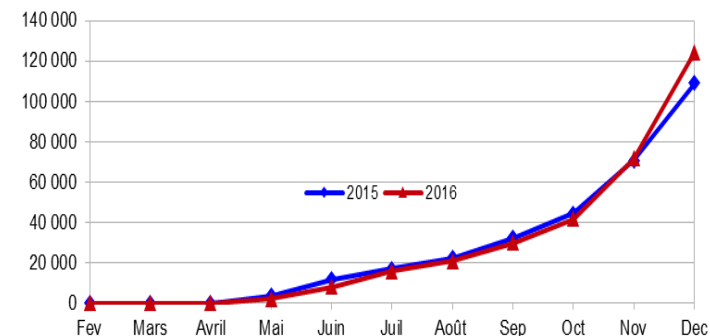
* Dans les DOM LLTS=PLAI, LLS=PLUS et PLS=PLS

Anah - Parc privé	
Propriétaires occupants	306 825 345
Propriétaires bailleurs	91 180 896
Copropriétés	46 859 331
Aides aux collectivités - Ingénierie	37 233 387
Aides aux collectivités - Travaux	436 539
Aides aux collectivités - RHI	11 457 388
Humanisation hébergement	6 226 548
Total consommation Anah	500 219 434
FART	79 996 110
Total AE - Parc privé	580 215 544

Nb de logements financés	
Propriétaires occupants	51 269
Propriétaires bailleurs	5 198
Total	56 467

Nb de logements conventionnés APL	
Avec travaux	4 360
Sans travaux	5 385
Total	9 745

Nombre de logements sociaux financés en 2015 et 2016 (hors DOM et hors Anru)



Source : DGALN - Infocentre SISAL - 9 janvier 2017

Demande de logement social : état de la demande à fin décembre 2016 ⁽¹⁾

	Stock demandes actives	% RSN (3)	Stock demandes actives hors mutation	% RSN (3)	Nombre de demandes nouvelles	% RSN (3)	Radiation	% RSN (3)	Radiation attribution	% RSN (3)	Radiation hors mutation interne	% RSN (3)	Indicateur pap 1.1.1 (2)	Indicateur pap 1.1.1 à M-12 (4)
Alsace	43 659	2,23 %	27 496	2,11 %	29 388	2,22 %	31 068	2,48 %	11 897	2,47 %	8 301	2,41 %	3,31	3,32
Aquitaine	81 001	4,14 %	58 995	4,53 %	61 717	4,67 %	57 373	4,58 %	18 373	3,81 %	14 448	4,19 %	4,08	3,86
Auvergne	25 587	1,31 %	16 622	1,28 %	20 674	1,56 %	21 976	1,75 %	8 739	1,81 %	6 242	1,81 %	2,66	2,62
Basse-Normandie	33 599	1,72 %	20 115	1,55 %	30 477	2,3 %	30 749	2,45 %	14 452	3 %	9 857	2,86 %	2,04	2,14
Bourgogne	27 855	1,43 %	16 281	1,25 %	29 685	2,24 %	30 489	2,43 %	14 265	2,96 %	9 727	2,82 %	1,67	1,74
Bretagne	56 754	2,9 %	36 143	2,78 %	49 334	3,73 %	48 246	3,85 %	23 392	4,85 %	17 004	4,93 %	2,13	2,12
Centre	50 703	2,59 %	29 899	2,3 %	53 367	4,03 %	51 903	4,14 %	23 466	4,87 %	16 426	4,76 %	1,82	1,80
Champagne-Ardenne	29 193	1,49 %	15 988	1,23 %	36 011	2,72 %	34 893	2,78 %	17 777	3,69 %	11 542	3,35 %	1,39	1,23
Corse	6 149	0,31 %	4 997	0,38 %	3 678	0,28 %	3 846	0,31 %	1 006	0,21 %	834	0,24 %	5,99	6,49
Franche-Comté	17 405	0,89 %	9 513	0,73 %	20 478	1,55 %	20 261	1,62 %	10 357	2,15 %	7 131	2,07 %	1,33	1,34
Guadeloupe	9 400	0,48 %	7 243	0,56 %	7 860	0,59 %	8 642	0,69 %	1 637	0,34 %	1 330	0,39 %	5,45	6,54
Guyane	7 756	0,4 %	6 540	0,5 %	5 317	0,4 %	6 235	0,5 %	1 179	0,24 %	974	0,28 %	6,71	12,00
Haute-Normandie	49 599	2,54 %	27 298	2,1 %	46 750	3,53 %	45 139	3,6 %	20 653	4,28 %	13 322	3,86 %	2,05	2,05
Île-de-France	678 910	34,74 %	481 951	37,04 %	289 974	21,92 %	245 739	19,6 %	84 036	17,43 %	61 574	17,86 %	7,83	7,58
Languedoc-Roussillon	75 203	3,85 %	52 970	4,07 %	51 158	3,87 %	48 036	3,83 %	14 620	3,03 %	11 019	3,2 %	4,81	4,73
Limousin	9 472	0,48 %	5 642	0,43 %	10 927	0,83 %	10 727	0,86 %	4 819	1 %	3 461	1 %	1,63	1,64
Lorraine	35 717	1,83 %	21 024	1,62 %	36 457	2,76 %	35 804	2,86 %	16 003	3,32 %	11 187	3,24 %	1,88	1,81
Martinique	11 280	0,58 %	9 010	0,69 %	7 663	0,58 %	7 930	0,63 %	1 546	0,32 %	1 224	0,36 %	7,36	7,80
Mayotte	3	0 %	3	0 %	2	0 %								
Midi-Pyrénées	55 143	2,82 %	37 782	2,9 %	47 575	3,6 %	47 986	3,83 %	19 527	4,05 %	15 392	4,46 %	2,45	2,48
Nord-Pas-de-Calais	130 921	6,7 %	75 883	5,83 %	99 868	7,55 %	99 571	7,94 %	41 093	8,52 %	27 235	7,9 %	2,79	2,76
Pays de la Loire	84 388	4,32 %	51 726	3,98 %	65 872	4,98 %	69 371	5,53 %	30 166	6,26 %	21 551	6,25 %	2,40	2,54
Picardie	43 680	2,23 %	25 308	1,94 %	38 929	2,94 %	37 678	3,01 %	15 427	3,2 %	10 565	3,06 %	2,40	2,27
Poitou-Charentes	30 309	1,55 %	19 777	1,52 %	25 978	1,96 %	27 567	2,2 %	11 074	2,3 %	8 444	2,45 %	2,34	2,57
Provence-Alpes-Côte d'Azur	163 289	8,35 %	119 422	9,18 %	96 165	7,27 %	83 799	6,68 %	22 051	4,57 %	16 970	4,92 %	7,04	6,39
Réunion	27 165	1,39 %	19 335	1,49 %	22 159	1,68 %	24 254	1,93 %	7 037	1,46 %	5 338	1,55 %	3,62	4,13
Rhône-Alpes	170 315	8,71 %	104 307	8,02 %	135 221	10,22 %	124 446	9,93 %	47 643	9,88 %	33 653	9,76 %	3,10	2,82
France	1 954 455		1 301 270		1 322 684		1 253 728		482 235		344 751		3,77	3,65

(1) 12 derniers mois glissants

(2) ratio du nombre de demandeurs de logements sociaux (hors demandes de mutations internes) en fin d'année n rapporté au nombre de relogements de demandeurs au cours de l'année n (hors mutation interne)

(3) rapport des statistiques régionales au regard des données nationales

(4) l'observation d'une amélioration importante du taux de pression de la demande au cours des 12 derniers mois peut être due à l'amélioration du renseignement des radiations pour attributions dans le SNE ; ce biais tend à disparaître.

Source : DGALN - Infocentre Numéro Unique - 9 janvier 2017

Détail des crédits engagés sur le programme 135

Région	Total 135, hors GDV et études (a)	Logement + Prime + SF + PLAI adapté (b)	dont SF et prime IDF (c)	dont PLAI adapté (j)	Palulos FTM (d)	Palulos hors FTM (e)	Démolition (f)	MOUS (g)	GDV (h)	Études habitat (i)
Île-de-France	233 751 219	230 690 004	111 937 457	520 680				3 061 215		3 415 774
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine	14 392 570	14 291 678						100 893		64 133
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes	24 438 377	24 335 627	89 609	153 900		3 000		99 750	64 029	15 000
Auvergne et Rhône-Alpes	42 604 920	42 100 967	1 468 478	403 460	367 250			136 703	672 289	27 057
Bourgogne et Franche-Comté	3 789 592	3 718 492						71 100		26 640
Bretagne	9 327 708	9 264 528	105 800	120 120				63 180		35 000
Centre-Val de Loire	3 000 400	2 938 400						62 000	53 358	25 000
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées	28 847 458	28 741 412		78 260		8 246		97 800		68 800
Nord-Pas-de-Calais et Picardie	15 463 900	15 395 400		118 600				68 500		
Normandie	4 517 875	4 318 375					140 000	59 500		20 000
Pays de la Loire	13 301 692	13 194 997				59 548		47 147		77 500
Provence-Alpes-Côte d'Azur	34 614 013	34 377 413	250 540					236 600		37 500
Corse	4 883 100	4 883 100								
Total	432 932 823	428 250 393	113 851 884	1 395 020	367 250	70 794	140 000	4 104 386	789 676	3 812 404
Total AE engagées sur le 135	437 534 902				Total Palulos = 438 044					

(a) offre nouvelle (LLS détaillé en note b) + interventions sur le parc HLM existant (cf. d,e,f) + actions d'accompagnement (MOUS)

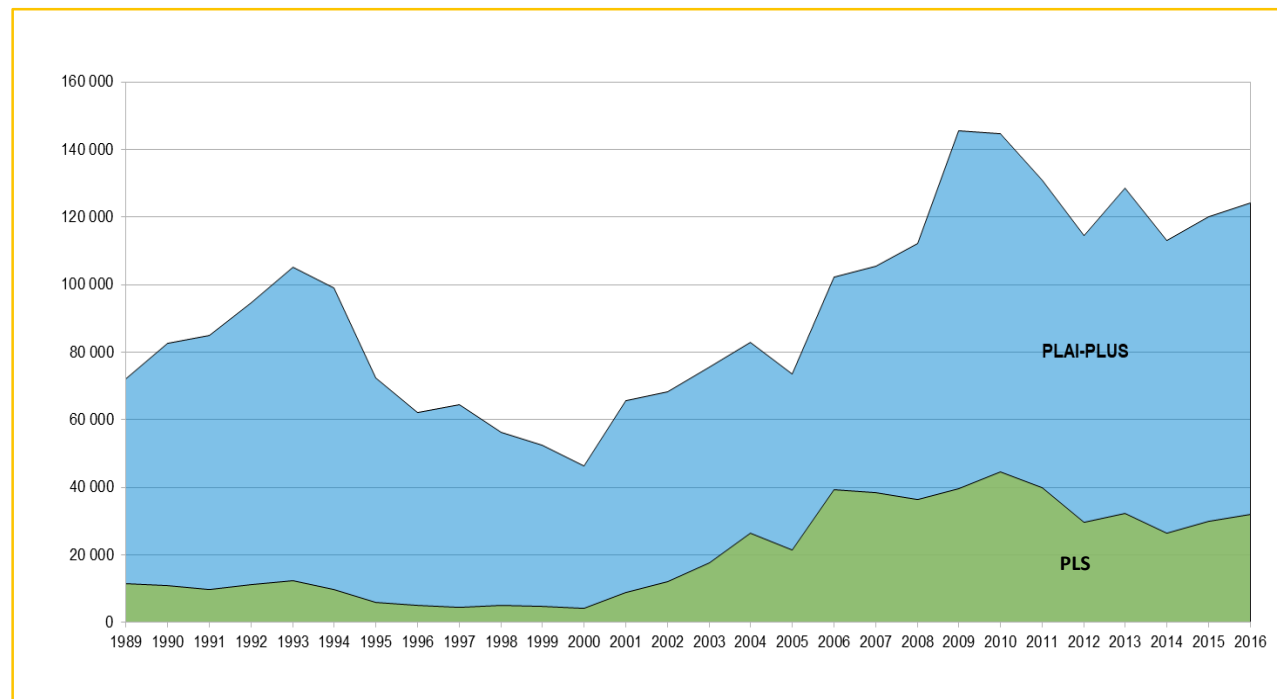
(b) PLAI, produit spécifique hébergement, RHVS, PLUS, PLUS-CD, Palulos communale, PLS : subvention de base + subvention pour surcharge foncière + prime spécifique en IDF + PLAI adapté

Les interventions sur le parc HLM existant sont : (d & e) Palulos, AQS, résidentialisation + (f) démolition, changement d'usage

(j) toutes les opérations PLAI adapté n'ont pas été remontées dans SISAL – Données fiabilisées PLAI adapté en page 44

Évolution du nombre de logements locatifs sociaux financés depuis 1989 (y compris Anru et Foncière)

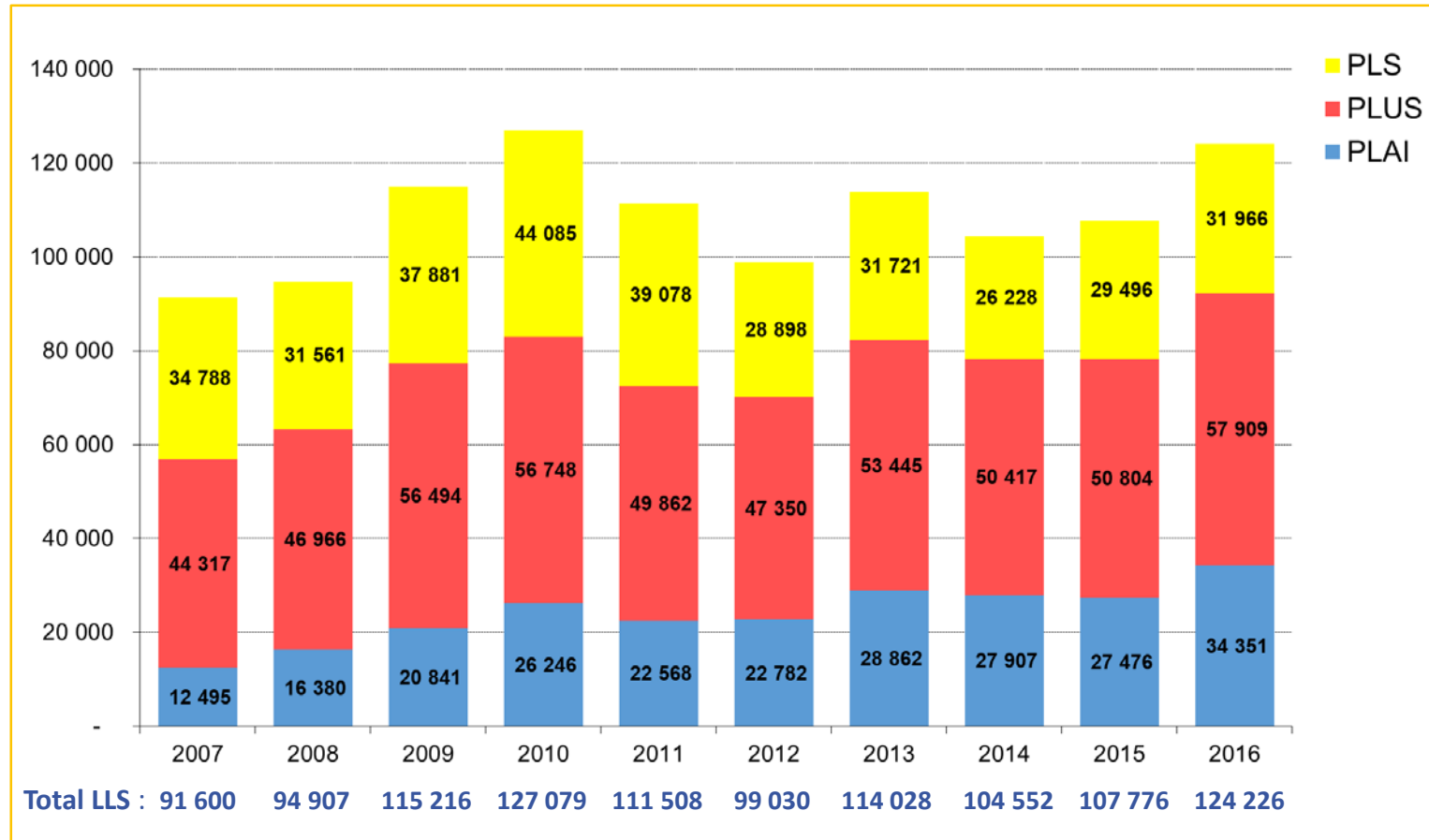
Année	PLS	PLAI PLUS	Total LLS
1989	11 628	60 348	71 976
1990	11 009	71 630	82 639
1991	9 855	75 019	84 874
1992	11 107	83 376	94 483
1993	12 416	92 868	105 284
1994	9 671	89 324	98 995
1995	5 899	66 440	72 339
1996	5 225	57 061	62 286
1997	4 510	59 911	64 421
1998	4 966	51 442	56 408
1999	4 868	47 695	52 563
2000	4 081	42 262	46 343
2001	8 944	56 595	65 539
2002	12 130	56 290	68 420
2003	17 525	58 090	75 615
2004	26 326	56 611	82 937
2005	21 370	52 043	73 413
2006	39 376	62 931	102 307
2007	38 455	66 879	105 334
2008	36 292	75 750	112 042
2009	39 757	105 664	145 421
2010	44 655	99 996	144 651
2011	39 759	91 187	130 946
2012	29 676	84 732	114 408
2013	32 335	96 107	128 442
2014	26 475	86 607	113 082
2015	30 063	90 151	120 214
2016	31 966	92 260	124 226



Les données sont actualisées avec les données de l'infocentre SISAL : à partir de 2004 pour l'Anru, de 2005 pour le droit commun.
 Les données de la Foncière sont actualisées à fin 2011 (celle-ci n'a pas financé de PLS depuis 2012).

Source : DGALN - Infocentre SISAL - 9 janvier 2017

Évolution du nombre de LLS financés depuis 2007, hors Anru, hors DOM



Nombre de LLS financés par produit

Région	PLAI	PLUS	PLUS & PLAI	PLS	Total hors Anru	Anru (1)	Total LLS	% Obj. PLUS-PLAI*	% Obj. LLS*
Île-de-France	11 148	13 618	24 766	11 117	35 883		35 883	103 %	97 %
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine	1 941	3 311	5 252	1 662	6 914		6 914	105,9 %	113,9 %
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes	3 146	5 076	8 222	2 017	10 239		10 239	85,4 %	81,9 %
Auvergne et Rhône-Alpes	4 025	7 286	11 311	4 833	16 144		16 144	92,3 %	96,7 %
Bourgogne et Franche-Comté	676	1 025	1 701	934	2 635		2 635	94,5 %	105,4 %
Bretagne	1 317	2 758	4 075	768	4 843		4 843	92,6 %	88,1 %
Centre-Val de Loire	420	1 049	1 469	504	1 973		1 973	81,6 %	82,2 %
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées	3 643	6 924	10 567	2 914	13 481		13 481	88,4 %	86,2 %
Nord-Pas-de-Calais et Picardie	2 243	4 689	6 932	1 229	8 161		8 161	81,4 %	82,4 %
Normandie	749	2 171	2 920	742	3 662		3 662	85,6 %	78,6 %
Pays de la Loire	1 668	3 311	4 979	1 963	6 942		6 942	97,6 %	104,3 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	3 153	6 278	9 431	3 268	12 699		12 699	63,6 %	65,1 %
Corse	222	413	635	15	650		650	138 %	141,3 %
Total	34 351	57 909	92 260	31 966	124 226		124 226	89,4 %	89,1 %

* L'atteinte des objectifs ne prend pas en compte l'Anru

Subventions État engagées (y compris Plan Investissements d'avenir)	344 218 251	88 276 663		9 455 479	441 950 393
Production des délégataires (Nb de LLS)	17 460	31 302	48 762	15 986	64 748
	50,8 %	54,1 %	52,9 %	50 %	52,1 %
En montant de subventions État engagées	163 449 261	51 063 912		9 305 479	223 818 652
	47,5 %	57,8 %		98,4 %	50,6 %

(1) Pour l'activité de l'Anru en 2016, consulter la page 18

Nombre de logements locatifs sociaux financés dans les DOM

DOM	LLS *	LLTS *	PLS *	Total
Guadeloupe	845	275	17	1 137
Martinique	791	303	102	1 196
Guyane	1 054	25	113	1 192
Réunion	379	1 488	417	2 284
Mayotte	281	0	0	281
Total	3 350	2 091	649	6 090

* Dans les DOM : LLTS = PLAI, LLS = PLUS et PLS = PLS

Logements financés par l'Anru

1) Activité de l'Anru en 2016

En 2016, l'Anru n'a pas financé de reconstitution de logements locatifs sociaux.

Les engagements prévus dans le Programme national de rénovation urbaine (PNRU, lancé par la loi n° 2003-710) se sont achevés au 31 décembre 2015.

Un Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) a été lancé par la loi n° 2014-173, mais il est précédé d'une phase d'études sur chacun des quartiers retenus.

Aucune opération de reconstitution n'a donc été financée en 2016, mais les engagements démarreront en 2017.

2) Logements financés entre 2004 et 2015 au titre du PNRU

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Nb de LLS financés	5 017	7 734	5 583	9 722	11 710	27 361	15 767	17 693	13 249	11 481	6 473	11 301
Cumul	5 017	12 751	18 334	28 056	39 766	67 127	82 894	100 587	113 836	125 317	131 790	143 091
Démolition financée (nb cumulé de logements)	7 815	19 016	26 169	40 893	54 709	76 279	94 653	108 936	121 379	134 286	141 292	151 213

Comme l'indique le Règlement Général de l'Anru (titre III - §1.5), « la reconstitution de l'offre est appréciée selon la tension du marché local du logement, la vacance structurelle dans le parc, l'évolution du marché, la démographie de l'agglomération et l'étendue de la concentration de logements sociaux ». On observe sur la période que :

- le taux de reconstitution de l'offre est plus élevé dans les zones tendues
- la proportion des LLS financés par l'Anru dans les zones A et B1 représente 66 % de ses interventions

Opérations financées depuis 2004	Zone A	Zone B1	Zone B2	Zone C	Total
LLS financés par l'Anru	55 390 38,7 %	38 788 27,1 %	41 024 28,7 %	7 889 5,5 %	143 091
LLS hors Anru	41,1 %	30,7 %	16,7 %	11,5 %	
Démolitions financées	45 657	42 974	49 320	13 262	151 213
Taux de reconstitution de l'offre	121 %	90 %	83 %	59 %	95 %

Logements ordinaires par taille	Type 1	Type 2	Type 3	Type 4	Type 5
Anru	137 099 2,9 %	22,2 %	38,4 %	28,1 %	8,4 %
Hors Anru	1 106 103 11,8 %	23,6 %	36,9 %	23,3 %	4,5 %

L'intégration des opérations de l'Anru dans SISAL étant relativement récente, certaines opérations anciennes n'ont pas pu être intégrées. On pourra donc observer un écart entre les chiffres cumulés présentés ici et les résultats de l'Anru par ailleurs, mais il demeure très faible.

L'ensemble de ces données n'inclut pas l'activité de l'Anru dans les DOM puisque la reconstitution de l'offre est financée par la LBU (Ligne Budgétaire Unique).

Logements financés par l'Anru entre 2004 et 2015 au titre du PNRU

Année de gestion prévisionnelle	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Nb de LLS financés	5 017	7 734	5 583	9 722	11 710	27 361	15 767	17 693	13 249	11 481	6 473	11 301
Cumul	5 017	12 751	18 334	28 056	39 766	67 127	82 894	100 587	113 836	125 317	131 790	143 091
Démolition financée (nb cumulé de logements)	7 815	19 016	26 169	40 893	54 709	76 279	94 653	108 936	121 379	134 286	141 292	151 213
% de logements financés hors ZUS (cumul)	34 %	29 %	30 %	33 %	34 %	37 %	39 %	41 %	42 %	42 %	42 %	43 %
% de logements financés dans les communes art. 55 (cumul)	17,6 %	18,7 %	19,5 %	17,3 %	15,8 %	15,4 %	16 %	15,9 %	15,4 %	15,8 %	15,8 %	17 %
Communes art. 55 hors ZUS (cumul)	8,6 %	6 %	6,6 %	5,8 %	5,9 %	6,5 %	7 %	7,1 %	6,9 %	7,2 %	7,1 %	7,8 %
PLS en ZUS (cumul)	732	1 432	5 537	8 342	9 432	11 612	14 763	17 955	19 658	21 703	22 936	24 413
PSLA en ZUS (cumul)	38	205	612	919	999	1 077	1 241	1 960	2 356	2 826	3 541	3 664

Les PLS et les PSLA ne sont pas financés par l'Anru.
L'ensemble de ces données n'inclut pas l'activité de l'Anru dans les DOM.
Pour l'activité de l'Anru en 2016, consulter la page 18.

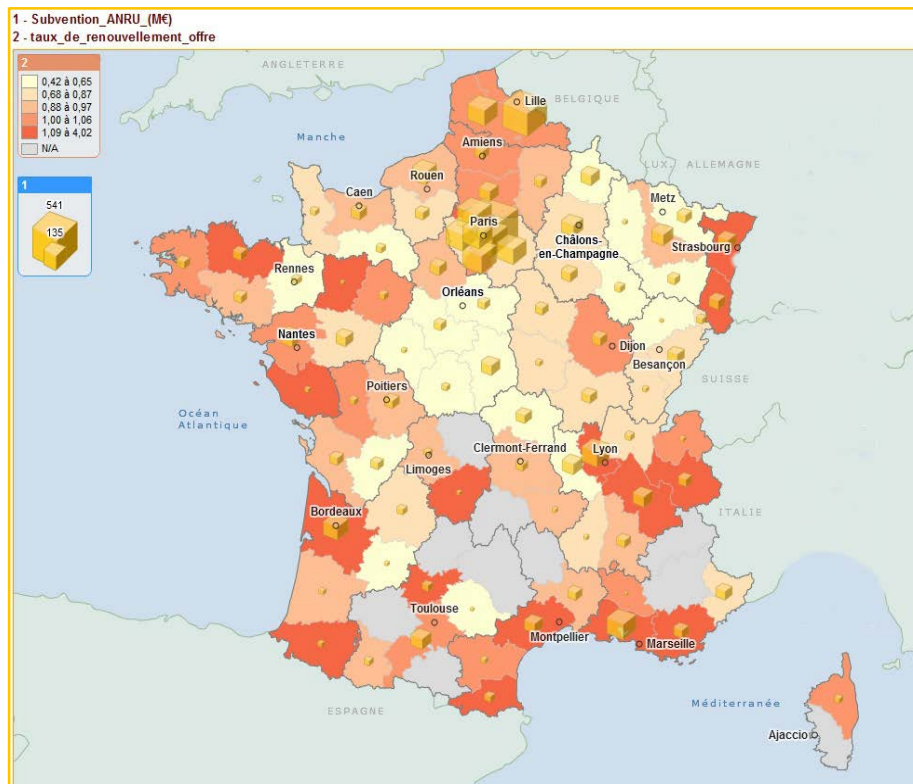
La diversification de l'habitat est un des objectifs de l'Anru (cf. Règlement Général de l'Anru - titre III - §1.5). Pour permettre cette diversification au sein du quartier, la reconstitution des logements démolis doit donc être réalisée hors site, *ie* en dehors des ZUS ou extensions au titre de l'article 6 de la loi 2003-710 du 1^{er} août 2013. Cette reconstitution hors site permet en outre une meilleure répartition de l'offre sociale au sein de la commune et de l'agglomération.

Clé de lecture : valeur cumulée en 2016

Depuis 2004, 43 % des LLS financés par l'Anru sont situés hors site.

En cumul depuis 2004, les PLS en ZUS représentent 6,4 % du total des PLS financés.
En cumul depuis 2004, les PSLA en ZUS représentent 7,3 % du total des PSLA financés.

Interventions de l'Anru entre 2004 et 2015 au titre du PNRU



L'agglomération de Paris (unité urbaine) représente près du tiers des interventions de l'Anru (en subventions engagées).
Les quinze premières agglomérations sont indiquées dans le tableau ci-dessous.

Agglomération	Taux de reconstitution de l'offre (constaté)
Paris	113 %
Lille (partie française)	106 %
Bordeaux	103 %
Lyon	142 %
Marseille - Aix-en-Provence	141 %
Toulouse	104 %
Nancy	97 %
Rouen	87 %
Douai - Lens	112 %
Valenciennes (partie française)	91 %
Strasbourg (partie française)	117 %
Saint-Étienne	79 %
Reims	82 %
Grenoble	107 %
Bourges	67 %

Taux de reconstitution de l'offre = nombre de logements PLUS-PLAI financés / nombre de logements financés en démolition

Les chiffres de démolition ne concernent que la famille 1 des interventions de l'Anru (parc HLM) et non la famille 11 (interventions sur l'habitat privé).
La différence entre les taux de reconstitution de l'offre constatés et prévisionnels tient au rythme d'avancement des projets.
Pour l'activité de l'Anru en 2016, consulter la page 18.

PLS financés par l'Association Foncière Logement (AFL) depuis sa création

Région	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Total	Logements financés dans les communes art. 55 *	
Île-de-France	170	1 209	1 413	1 177	1 386	1 086	1 615	570	146	65	8 837	3 481	39,4 %
Alsace	12	123	54	68	51	78	91	0	0	0	477	169	35,4 %
Aquitaine	12	227	141	110	274	496	285	249	67	11	1 872	1 190	63,6 %
Auvergne	0	0	23	45	16	36	0	0	0	0	120	41	34,2 %
Bourgogne	0	0	0	96	0	24	47	0	0	0	167	59	35,3 %
Bretagne	0	92	178	48	33	254	242	53	53	22	975	422	43,3 %
Centre	20	97	148	78	30	133	95	30	12	0	643	286	44,5 %
Champagne-Ardenne	0	49	39	0	0	45	100	0	0	0	233		0 %
Franche-Comté	0	0	46	10	0	9	7	0	8	0	80		0 %
Languedoc-Roussillon	9	20	152	160	135	0	83	65	0	0	624	239	38,3 %
Limousin	0	97	57	30	0	0	0	0	0	0	184	87	47,3 %
Lorraine	0	87	22	51	0	0	0	0	0	0	160	41	25,6 %
Midi-Pyrénées	9	186	127	130	223	336	300	78	39	18	1 446	1 288	89,1 %
Nord-Pas-de-Calais	8	78	96	65	54	10	121	51	34	37	554	80	14,4 %
Basse-Normandie	0	34	30	16	0	67	41	73	30	0	291		0 %
Haute-Normandie	20	134	11	222	124	0	84	32	0	0	627	92	14,7 %
Pays de la Loire	0	50	92	278	302	194	176	57	14	18	1 181	232	19,6 %
Picardie	36	211	68	41	18	97	31	58	0	0	560	36	6,4 %
Poitou-Charentes	0	92	174	15	124	24	0	13	39	0	481	212	44,1 %
PACA	0	234	351	658	712	368	773	378	136	46	3 656	2 882	78,8 %
Rhône-Alpes	0	169	262	526	408	471	552	70	68	0	2 526	1 238	49 %
Corse	0	12	0	0	0	0	0	10	0	0	22		0 %
Total	296	3 201	3 484	3 824	3 890	3 728	4 643	1 787	646	217	25 716	12 075	47 %

* Il s'agit des communes soumises aux dispositions des articles L 302-5 et suivants du CCH. L'un des objectifs de la création de l'Association Foncière Logement (AFL) était de financer des PLS dans les communes qui comptent moins de 20 % de logements locatifs sociaux.

L'AFL n'a financé aucun PLS depuis 2012.

Rappelons que les PLS financés par l'AFL ne sont pas des PLS classiques compte tenu des ménages que doit loger l'AFL. Celle-ci doit respecter la répartition suivante : 1/3 des ménages aux revenus inférieurs à 60 % du plafond PLUS, les plafonds de loyers pratiqués étant ceux du PLUS ; 1/3 des ménages aux revenus compris entre 60 % et 100 % du plafond PLUS, les plafonds de loyers pratiqués étant progressifs du plafond PLUS au plafond PLS ; 1/3 des ménages aux revenus compris entre 100 % et 130 % du plafond PLUS, les plafonds de loyers pratiqués étant ceux du PLS.

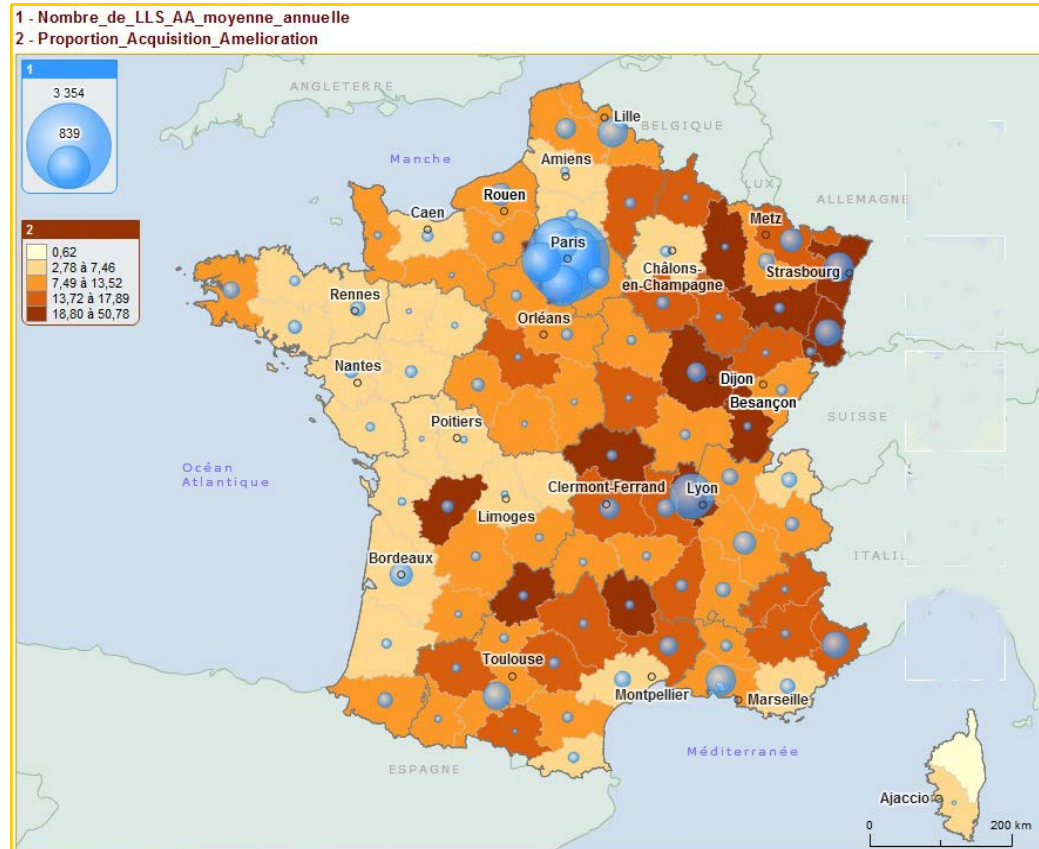
Source : DGALN - Infocentre SISAL - 9 janvier 2017

Répartition entre acquisition-amélioration (A. A) et neuf

Région	PLAI			PLUS			PLS			Total		Total A. A + neuf	% neuf
	A. A	neuf	% neuf	A. A	neuf	% neuf	A. A	neuf	% neuf	A. A	neuf		
Île-de-France	2 151	8 997	80,7	3 215	10 403	76,4	2 037	9 080	81,7	7 403	28 480	35 883	79,4
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine	563	1 378	71	306	3 005	90,8	162	1 500	90,3	1 031	5 883	6 914	85,1
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes	166	2 980	94,7	270	4 806	94,7	124	1 893	93,9	560	9 679	10 239	94,5
Auvergne et Rhône-Alpes	394	3 631	90,2	595	6 691	91,8	546	4 287	88,7	1 535	14 609	16 144	90,5
Bourgogne et Franche-Comté	299	377	55,8	238	787	76,8	111	823	88,1	648	1 987	2 635	75,4
Bretagne	61	1 256	95,4	98	2 660	96,4	114	654	85,2	273	4 570	4 843	94,4
Centre-Val de Loire	11	409	97,4	22	1 027	97,9	10	494	98	43	1 930	1 973	97,8
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées	305	3 338	91,6	371	6 553	94,6	261	2 653	91	937	12 544	13 481	93
Nord-Pas-de-Calais et Picardie	113	2 130	95	192	4 497	95,9	85	1 144	93,1	390	7 771	8 161	95,2
Normandie	22	727	97,1	37	2 134	98,3	57	685	92,3	116	3 546	3 662	96,8
Pays de la Loire	68	1 600	95,9	97	3 214	97,1	6	1 957	99,7	171	6 771	6 942	97,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	197	2 956	93,8	205	6 073	96,7	568	2 700	82,6	970	11 729	12 699	92,4
Corse		222	100	3	410	99,3		15	100	3	647	650	99,5
Total	4 350	30 001	87,3	5 649	52 260	90,2	4 081	27 885	87,2	14 080	110 146	124 226	88,7

En 2016, 11,3 % des LLS financés sont des opérations d'acquisition-amélioration.

Proportion de logements en acquisition-amélioration sur les LLS financés depuis 2007



Les LLS comprennent les PLAI, PLUS, PLUS-CD, Palulos communales et PLS (hors Anru). La carte représente la moyenne annuelle depuis 2007 et la part (%) de logements en acquisition-amélioration agréés sur le total des LLS par département. Les PLS ICADE financés entre 2010 et le 15 mai 2013 dans le cadre du décret du 15 mai 2007 sont inclus, ce qui explique en grande partie la part importante d'acquisition-amélioration dans la production de 2008 à 2011.

À l'exception de l'Île-de-France, le développement du parc social via les acquisitions d'immeubles existants est plus important dans les secteurs non tendus.

Moyenne	16,8 %
2007	16,3 %
2008	21,1 %
2009	19,2 %
2010	23,9 %
2011	21,1 %
2012	13,6 %
2013	12 %
2014	14 %
2015	15,3 %
2016	11,2 %

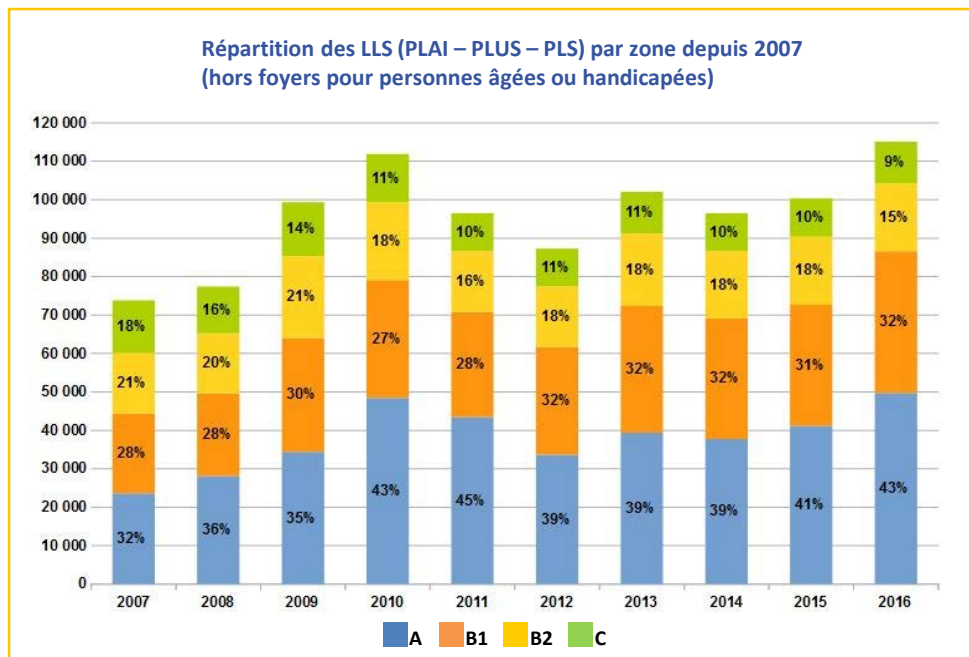
Logement intermédiaire : production en 2016

Région	Département	Nb logements	Prix m ² de surface habitable	Surface moyenne en m ²
Alsace	Bas-Rhin	191	2 529,42	60,11
Alsace	Haut-Rhin	9	2 258,03	42,61
Aquitaine	Gironde	318	2 544,61	61,55
Aquitaine	Landes	63	2 535,17	62,35
Aquitaine	Pyrénées-Atlantiques	55	2 599,78	55,83
Bourgogne	Côte d'Or	25	2 432,53	53,14
Bretagne	Ille-et-Vilaine	32	2 448,20	54,08
Centre	Eure-et-Loir	37	2 251,76	57,85
Centre	Indre-et-Loire	61	2 681,13	53,73
Centre	Loiret	29	2 189,24	64,95
Champagne-Ardenne	Marne	156	2 449,78	68,29
Haute-Normandie	Seine-Maritime	41	2 284,44	55,99
Île-de-France	Essonne	276	3 447,91	55,12
Île-de-France	Hauts-de-Seine	681	4 673,68	58,42
Île-de-France	Paris	86	6 343,99	49,67
Île-de-France	Seine-et-Marne	196	3 252,13	55,47
Île-de-France	Seine S' Denis	764	3 847,48	53,76
Île-de-France	Val d'Oise	320	2 960,59	52,97
Île-de-France	Val-de-Marne	634	3 985,79	54,53
Île-de-France	Yvelines	490	3 695,23	59,56
Languedoc-Roussillon	Hérault	67	2 897,39	58,60
Midi-Pyrénées	Haute-Garonne	197	2 334,70	66,22
Nord-Pas-de-Calais	Nord	150	2 617,12	57,88
PACA	Alpes-Maritimes	416	3 738,90	52,95
PACA	Bouches-du-Rhône	890	2 950,28	57,20
PACA	Var	173	3 133,69	55,32
PACA	Vaucluse	33	2 253,53	67,23
Pays de la Loire	Loire-Atlantique	30	2 437,27	61,76
Picardie	Oise	13	3 273,23	56,50
Rhône-Alpes	Ain	150	3 744,00	55,87
Rhône-Alpes	Haute-Savoie	354	3 580,69	57,49
Rhône-Alpes	Isère	108	2 447,35	63,47
Rhône-Alpes	Rhône	183	2 687,97	59,92
Rhône-Alpes	Savoie	37	2 758,89	62,70
	Total	7 265		
			Moyenne France entière	3 380,99
				57,19

Source : DGALN - Galion web - 9 janvier 2017

Recentrer la programmation des logements dans les zones tendues

Depuis plusieurs années, l'objectif assigné aux préfets de région est de recentrer la programmation des logements dans les zones où le marché du logement est le plus tendu, ce qui s'est progressivement traduit par une diminution du poids de la zone C dans les résultats et une augmentation du poids des zones A et B1.



Les zones A, B1, B2 et C correspondent au zonage du dispositif pour l'investissement locatif (arrêté du 19 décembre 2003 modifié par l'arrêté du 1^{er} août 2014).

Afin que l'analyse de cet indicateur ne soit pas biaisée par le fort développement des structures collectives à destination des personnes âgées ou handicapées, dont une proportion importante est financée en zone non tendue, ces établissements sont exclus du périmètre.

LLS = PLAI, PLUS, PLUS-CD, Palulos communales, PLS et produit spécifique hébergement

N.B. : comme indiqué page 23 relative aux logements financés en acquisition-amélioration, les forts pourcentages de LLS financés en zone A en 2010 et 2011 sont dus à l'achat des logements d'ICADE.

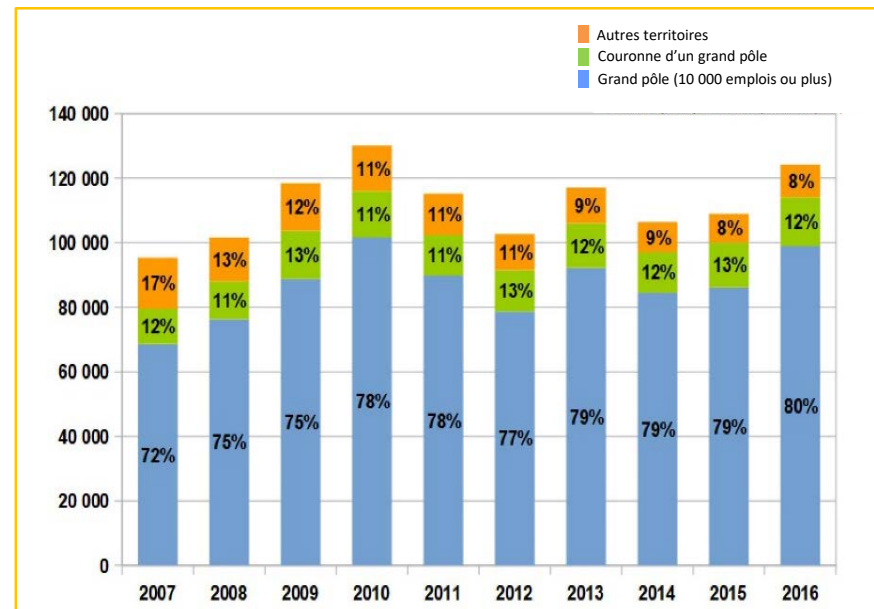
Recentrer la programmation des logements dans les zones tendues

1) Bilan 2016 - Logements financés par zone ABC (hors foyers pour personnes âgées ou handicapées)

	Zone A	en %	Zone B1	en %	Zone B2	en %	Zone C	en %	Total
PLAI	15 155	44,1 %	10 847	31,6 %	5 147	15 %	3 202	9,3 %	34 351
PLUS	20 215	35,7 %	19 334	34,1 %	10 493	18,5 %	6 607	11,7 %	56 649
PLS	14 385	59,8 %	6 735	28 %	1 980	8,2 %	965	4 %	24 065
Total LLS par zone	49 755	43,2 %	36 916	32,1 %	17 620	15,3 %	10 774	9,4 %	115 065

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Moyenne
Zone A	43,3 %	45,1 %	38,5 %	38,6 %	39,2 %	41 %	43,2 %	39,6 %
Zone B1	27,4 %	28,3 %	32,1 %	32,4 %	32,5 %	31,4 %	32,1 %	30,3 %
Zone B2	18,1 %	16,4 %	18,1 %	18,4 %	18,1 %	17,6 %	15,3 %	18,4 %
Zone C	11,2 %	10,2 %	11,2 %	10,6 %	10,2 %	9,9 %	9,4 %	11,8 %
Total LLS	111 911	96 478	87 276	102 028	96 526	100 347	115 065	96 019

2) Répartition des LLS financés depuis 2007 suivant le zonage en aires urbaines de 2010



La répartition de l'ensemble des LLS financés depuis 2007 suivant le zonage en aires urbaines de 2010 montre que la plus grande partie de la production de LLS se situe dans les grands pôles urbains (10 000 emplois et plus). Cette tendance s'accroît à partir de 2010.

Pourcentage de LLS financés par région et par zone ABC

Région	2016					2015					2014				
	A	B1	B2	C	Total LLS	A	B1	B2	C	Total LLS	A	B1	B2	C	Total LLS
Île-de-France	94,8 %	3,8 %	1,5 %		35 134	95,2 %	3,5 %	1,4 %		29 632	96,8 %	2,6 %	0,6 %		26 553
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine		44,5 %	45,7 %	9,8 %	6 093		44,3 %	44,3 %	11,5 %	5 409		45,5 %	45,3 %	9,1 %	5 773
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes		69,1 %	18,2 %	12,7 %	9 456		68,7 %	21,8 %	9,6 %	7 743		69 %	21,9 %	9,1 %	8 252
Auvergne et Rhône-Alpes	22,6 %	44 %	16,5 %	16,9 %	14 105	24,4 %	40,7 %	17,1 %	17,7 %	11 889	26,9 %	38,5 %	18,4 %	16,1 %	12 465
Bourgogne et Franche-Comté		38,7 %	33 %	28,3 %	1 860		28,3 %	44,9 %	26,8 %	1 988		41,9 %	32,2 %	25,9 %	1 398
Bretagne		29,8 %	39,2 %	31 %	4 315		34,9 %	41,1 %	23,9 %	4 465		28,7 %	40,9 %	30,4 %	4 024
Centre-Val de Loire		62,7 %	14,9 %	22,3 %	1 696		55,2 %	20,3 %	24,5 %	1 990		63,1 %	14,5 %	22,3 %	2 146
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées	21,3 %	48 %	17,8 %	12,9 %	12 859	11,4 %	52,7 %	17 %	18,9 %	10 012	15,3 %	48,3 %	16,3 %	20,1 %	10 567
Nord-Pas-de-Calais et Picardie	7,5 %	45 %	38 %	9,5 %	7 599	13,8 %	32,3 %	47,2 %	6,7 %	8 003	14 %	34,2 %	44 %	7,8 %	8 101
Normandie		69,1 %	15,8 %	15,1 %	3 284		62,4 %	16,3 %	21,3 %	4 139		61,4 %	23,7 %	14,8 %	3 917
Pays de la Loire		55,3 %	22,8 %	22 %	5 831		50,2 %	30,5 %	19,3 %	4 931		52,2 %	29,5 %	18,3 %	5 420
Provence-Alpes-Côte d'Azur	79,1 %	13,8 %	5,7 %	1,5 %	12 183	78,3 %	16,6 %	3,9 %	1,2 %	9 738	77,5 %	15,7 %	4,4 %	2,5 %	7 545
Corse	51,7 %	47,8 %	0,5 %		650	44,6 %	52 %	3,4 %		408	40,3 %	47,9 %	11,8 %		365
Total	49 755	36 916	17 620	10 774	115 065	41 165	31 539	17 711	9 932	100 347	37 795	31 366	17 495	9 870	96 526
% par zone	43,2 %	32,1 %	15,3 %	9,4 %		41 %	31,4 %	17,6 %	9,9 %		39,2 %	32,5 %	18,1 %	10,2 %	

LLS = PLAI, PLUS, PLUS-CD, Palulos communales, PLS (hors Anru et hors Foncière)
 Ne comprend pas les logements foyers pour personnes âgées ou handicapées.

Poids des LLS financés dans les grands pôles urbains (hors Anru et DOM)

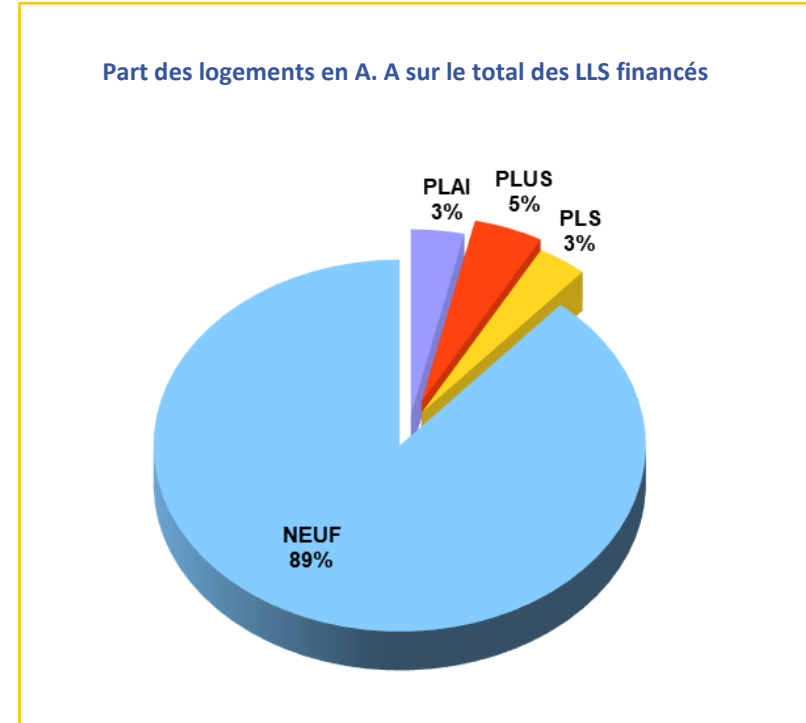
Région	Grands pôles urbains (P)	Couronnes des grands pôles (C)	Reste du territoire (R)	Total (T)	Part des grands pôles dans le total des LLS financés (P/T)
Île-de-France	32 772	3 111	0	35 883	91 %
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine	4 978	1 091	845	6 914	72 %
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes	8 256	756	1 227	10 239	81 %
Auvergne et Rhône-Alpes	11 967	2 729	1 448	16 144	74 %
Bourgogne et Franche-Comté	1 599	347	689	2 635	61 %
Bretagne	2 121	1 447	1 275	4 843	44 %
Centre-Val de Loire	1 268	412	293	1 973	64 %
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées	10 363	2 032	1 086	13 481	77 %
Nord-Pas-de-Calais et Picardie	6 856	631	674	8 161	84 %
Normandie	2 674	472	516	3 662	73 %
Pays de la Loire	4 434	1 318	1 190	6 942	64 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	11 291	635	773	12 699	89 %
Corse	399	118	133	650	61 %
Total	98 978	15 099	10 149	124 226	80 %

Analyse territoriale basée sur le zonage en aires urbaines 2010 (dernière actualisation par l'INSEE).
Les grands pôles urbains sont les unités urbaines comportant 10 000 emplois ou plus.

LLS financés en acquisition-amélioration (A. A) - Part des logements vacants par produit

	Total logts A. A	Logts A. A vacants	Part des logements vacants
PLAI	4 350	1 037	23,8 %
PLUS	5 649	896	15,9 %
PLS	4 081	554	13,6 %
Total	14 080	2 487	17,7 %

Total LLS (neuf & A. A)	124 226
% A. A / total LLS	11,33 %



LLS financés en acquisition-amélioration (A. A) et part des logements vacants par produit et par région

Région	Nb de LLS A. A	% A. A / total LLS	Nb de LLS A. A vacants	% des LLS A. A vacants	% PLAI vacants	% PLUS vacants	% PLS vacants
Île-de-France	7 403	20,63 %	767	10,4 %	15,3 %	8 %	8,8 %
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine	1 031	14,91 %	319	30,9 %	29,7 %	34,6 %	28,4 %
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes	560	5,47 %	157	28 %	28,9 %	15,9 %	53,2 %
Auvergne et Rhône-Alpes	1 535	9,51 %	251	16,4 %	27,4 %	18,3 %	6,2 %
Bourgogne et Franche-Comté	648	24,59 %	127	19,6 %	14 %	33,2 %	5,4 %
Bretagne	273	5,64 %	44	16,1 %	27,9 %	25,5 %	1,8 %
Centre-Val de Loire	43	2,18 %	13	30,2 %	45,5 %	36,4 %	0 %
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées	937	6,95 %	148	15,8 %	24,6 %	16,4 %	4,6 %
Nord-Pas-de-Calais et Picardie	390	4,78 %	123	31,5 %	49,6 %	24,5 %	23,5 %
Normandie	116	3,17 %	41	35,3 %	50 %	56,8 %	15,8 %
Pays de la Loire	171	2,46 %	90	52,6 %	54,4 %	48,5 %	100 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	970	7,64 %	407	42 %	71,6 %	45,4 %	30,5 %
Corse	3	0,46 %	0	0 %	0 %	0 %	0 %
Total	14 080	11,33 %	2 487	17,7 %	23,8 %	15,9 %	13,6 %

Logements financés dans les communes soumises aux dispositions de l'article 55 de la loi SRU (y compris Anru)

Région	PLAI	PLUS	PLS	Anah	Total LLS art. 55	% art. 55 dans le total des LLS financés (hors Anah)
Île-de-France	7 161	9 133	5 872	44	22 210	61,9 %
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine	379	643	97	23	1 142	16,52 %
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes	1 973	3 072	877	176	6 098	59,56 %
Auvergne et Rhône-Alpes	2 437	3 527	2 034	94	8 092	50,12 %
Bourgogne et Franche-Comté	306	365	128	16	815	30,93 %
Bretagne	335	711	77	14	1 137	23,48 %
Centre-Val de Loire	108	243	65	1	417	21,14 %
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées	2 679	4 964	2 089	207	9 939	73,73 %
Nord-Pas-de-Calais et Picardie	440	1 189	229	31	1 889	23,15 %
Normandie	41	142	25	10	218	5,95 %
Pays de la Loire	476	870	185	11	1 542	22,21 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 814	5 527	2 749	314	11 404	89,8 %
Corse	136	248		1	385	59,23 %
Total	19 285	30 634	14 427	942	65 288	52,56 %

Les données 2016 de ce tableau sont issues du bilan annuel 2016 (inventaire au 1^{er} janvier 2015) et portent sur les communes soumises aux dispositions des articles L. 302-5 et suivants du CCH.

Pourcentage de logements locatifs sociaux financés dans les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU par rapport à leur objectif annuel moyen sur la période triennale par tranches						
	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Communes ayant entre 0 et 5 % de logements locatifs sociaux	69 %	65 %	92 %	28 %	39 %	64 %
Communes ayant entre 5 et 10 % de logements locatifs sociaux	115 %	107 %	107 %	52 %	54 %	114 %
Communes ayant entre 10 et 15 % de logements locatifs sociaux	191 %	158 %	165 %	82 %	74 %	128 %
Communes ayant entre 15 et 20 % de logements locatifs sociaux	429 %	487 %	581 %	139 %	130 %	106 %
Communes ayant entre 20 et 25 % de logements locatifs sociaux	nc*	nc *	nc *	183 %	224 %	151 %

* La loi Duflo du 18 janvier 2013 ne prévoit un taux de 25 % en zone tendue qu'à partir de la période triennale 2014-2016.

- Les logements PLAI, PLUS et PLS sont ceux comptabilisés dans SISAL. Ils comprennent les logements financés par l'Anru.

- Il ne s'agit pas, au sens strict, de l'inventaire tel qu'il est mentionné à l'article L. 302-5 du CCH, qui prévoit un mode de décompte particulier pour les logements foyers et les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (R. 302-15 du CCH)

- Loi SRU : loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain, modifiée par la loi du 18 janvier 2013.

Opérations financées dans le cadre du PNRQAD depuis 2011

Année de financement	Code	Commune	Nb de logements financés	Subvention État	Autres subventions	Taux global de subvention
2016	02691	Saint-Quentin	22	45 600	278 939	12,6 %
2016	33063	Bordeaux	16	194 800	200 000	15,3 %
2016	59606	Fresnes-sur-Escaut	26	117 178		3,5 %
2016	64102	Bayonne	19	263 900	472 843	25,9 %
2016	DD093	Aubervilliers	15			
2016	DD093	Saint-Denis	18	80 614		3,2 %
2015	02691	Saint-Quentin	4	15 200	51 880	12 %
2015	06088	Nice	37	376 197	913 810	21,4 %
2015	33063	Bordeaux	21	250 557	314 000	13,3 %
2015	34108	Sète	24	49 000	644 552	25,6 %
2015	59606	Condé-sur-l'Escaut	4		74 550	15,1 %
2015	59606	Fresnes-sur-Escaut	18	77 200		3,8 %
2015	59606	Vieux-Condé	43	158 100		3 %
2015	64102	Bayonne	4	79 000	520 756	60,2 %
2015	66136	Perpignan	7	23 235	178 425	26,4 %
2015	76351	Le Havre	54	48 300	141 000	2,5 %
2015	DD007	Annonay	3			
2014	06088	Nice	24	311 171	645 726	27,8 %
2014	33063	Bordeaux	6	72 000	218 000	28,2 %
2014	CG034	Sète	38	124 000	346 300	9,7 %
2014	DD093	Saint-Denis	136	254 835	1 202 066	12,4 %
2013	33063	Bordeaux	37	412 000	622 800	16,3 %
2013	76351	Le Havre	17	17 000	140 000	7,4 %
2013	CG034	Sète	7	11 750	315 704	32,3 %
2013	DD02B	Bastia	24	240 000	1 002 000	37 %
2013	DD062	Calais	10	6 000		0,4 %
2012	06088	Nice	34	350 169	962 150	22,8 %
2012	33063	Bordeaux	47	578 001	705 200	19,7 %
2012	34032	Béziers	29	74 000	526 677	23,5 %
2012	59606	Condé-sur-l'Escaut	18	54 400	397 000	18,8 %
2012	CG034	Sète	3	10 974	205 208	45,3 %
2012	DD093	Saint-Denis	10	300 000	455 000	37,1 %
2011	33063	Bordeaux	65	776 000	1 004 175	19,6 %
2011	DD084	Carpentras	13	146 445	195 000	16 %
		Total	853	5 517 626	12 733 761	15,3 %

Instauré par la loi du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion, le Programme national de requalification des quartiers anciens dégradés (PNRQAD) vise à engager les actions nécessaires à une requalification globale de ces quartiers, tout en favorisant la mixité sociale et en recherchant un meilleur équilibre entre l'habitat (logements privés, logements sociaux et places d'hébergement) et la présence d'activités de service.

[Information sur le site du ministère](#)

PLUS	512
PLAI	214
PLS	127
	853

Opérations financées au titre du Programme d'investissements d'avenir (PIA)

Opérations financées en 2016

Opération	Maître d'ouvrage	Territoire		Produit	Nbre logts	Financement PIA	Taux de sub. PIA	Taux de sub. global
ALÈS ÉCOLE DES MINES 181 PLS LOGIS CEVENOLS	O.P.H. DU GRAND ALÈS	30007	Alès	PLS	181	3 000 000	25,2 %	25,2 %
PLAI - Const CFA 200 LLS à LAGORD	IMMOBILIÈRE ATLANTIC AMÉNAGEMENT	DD017	Lagord	PLAI	200	4 800 000	38,1 %	56,4 %
UNIVERSITÉ RÉGIONALE DES MÉTIERS	S.A. ERILIA	13055	Marseille 2 ^e arrondissement	PLAI	151	5 900 000	48 %	64,1 %
					532	13 700 000	37,2 %	48,9 %

Part des opérations financées par les délégataires en 2016

	PLAI	PLUS	PLS	Total
Nombre total de logements financés	34 351	57 909	31 966	124 226

Taux global de subvention dans les territoires (toutes subventions)	
en délégation	hors délégation
10,1 %	7,5 %

Part des délégataires	17 460	31 302	15 986	64 748
	51 %	54 %	50 %	52 %

Les délégataires en 2016	
Métropoles	13
Communautés urbaines	8
Communautés d'agglomération	61
Communautés de communes	3
Départements	25
Total	110

Les territoires de programmation sont les territoires pour lesquels le Comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH) répartit les crédits et les objectifs :

- en cas de délégation de compétence à un EPCI, il s'agit du territoire de cet EPCI
- en cas de délégation de compétence à un département, il s'agit du territoire départemental duquel sont retirés le cas échéant les territoires des EPCI délégataires
- la partie du territoire de chaque département qui ne fait pas l'objet d'une délégation de compétence est gérée par le service de l'État idoine

Pour plus d'informations, consulter la liste des [délégations en 2016](#)

Opérations de RHVS financées

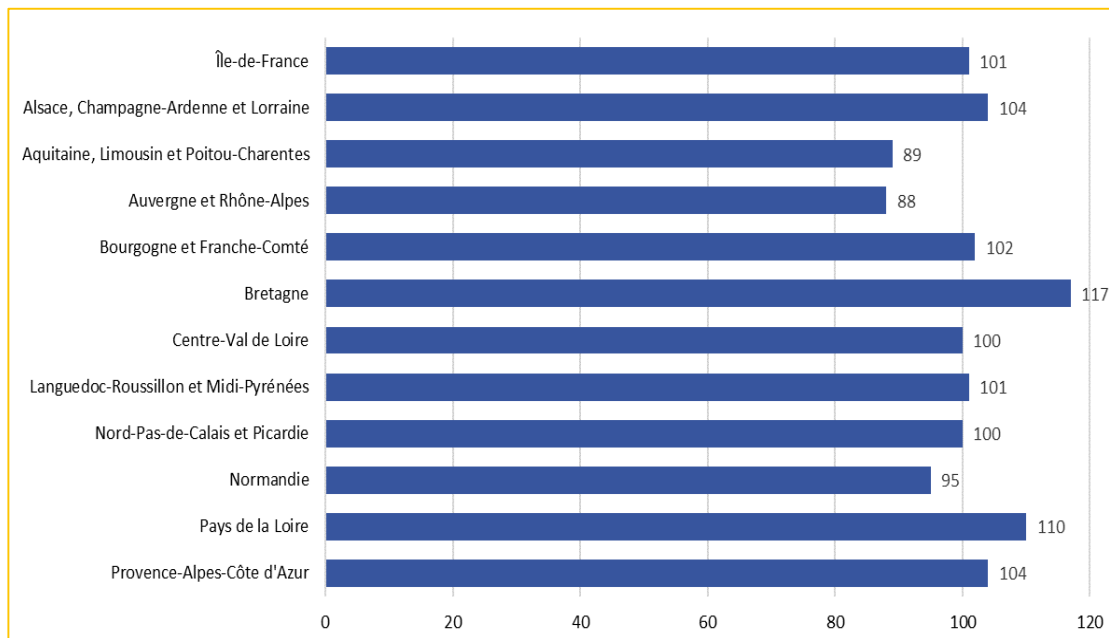
Une Résidence hôtelière à vocation sociale (RHVS) est un établissement commercial d'hébergement, constitué de logements autonomes équipés et meublés, offerts en location pour une occupation temporaire, soit à la journée, soit à la semaine ou encore au mois, à titre de résidence principale. Ces structures sont adaptées à l'accueil temporaire, notamment des jeunes en mobilité pour l'exercice d'une activité professionnelle de courte durée ou saisonnière.

Pour plus d'informations, consulter la fiche de l'Anil sur [les Résidences hôtelières à vocation sociale](#)

Opérations financées en 2016

Opération	Maître d'ouvrage	Territoire		Taux de sub. global
92_CLICHY_rue Marthe_RHVS	Résidences Sociales de France	DD092	Clichy	4 %
PARAY_3 RUE MARECHAL DEVAUX_177LLS_RSF_2016	Résidences Sociales de France	DD091	Paray-Vieille-Poste	4 %
Bordeaux-Bassins à flot îlot P11-PLAIS-RHVS	Résidences Sociales de France	33063	Bordeaux	14 %
RHVS La Calanque 134 logts	Résidences Sociales de France	13055	Marseille 4 ^e arrondissement	5,2 %
				6 %

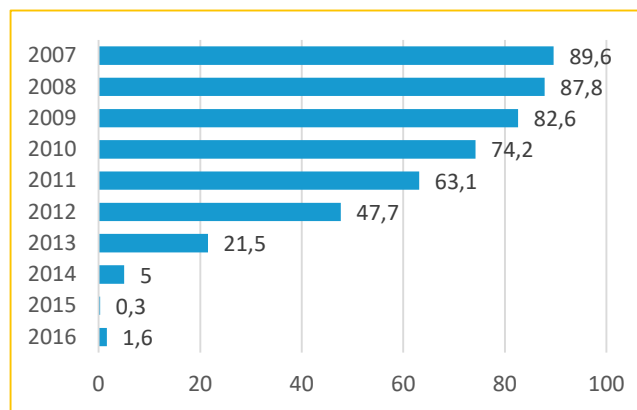
Paievements des délégataires par rapport aux AE engagées - comparaison avec une cible théorique



Total AE	2 806 189 666
Paievements	1 774 089 529

Soit 63,2 % des AE

Paievements effectués par année d'engagement *(en % des AE de l'année d'engagement)*



La cible théorique est calculée sur la base des clés théoriques de versement de crédits de paiement (CP) aux délégataires. Chaque année, l'État met à la disposition du délégataire un montant de CP calculé par application d'une clé prédéfinie au montant des engagements constatés les années précédentes et des engagements prévisionnels de l'année considérée. Ainsi, pour le calibrage des CP dans l'avenant annuel (et dans la convention pour la première année), la clé à appliquer est la suivante :

10 % des engagements prévisionnels de l'année n, 30 % des engagements constatés pour chacune des années n-1, n-2 et n-3.

Pour le calcul de la cible, il est fait l'hypothèse que sur les AE engagées en 2016 aucun paiement n'a été effectué.

L'indicateur est égal à paiements effectués / cible. Il est égal à 100 en cas de parfaite adéquation à la cible théorique. Moyenne nationale = 100

Le décalage entre le réel et la cible peut être dû à plusieurs causes :

- le retard des opérations elles-mêmes
- le retard de facturation par les bailleurs
- le retard des paiements des factures par les délégataires
- le retard dans l'enregistrement dans le système d'information

En conséquence, ces données ont surtout un objectif d'aide à l'analyse préalable aux actions à mettre en œuvre et de comparaison entre régions.

Logements sociaux financés par type de bénéficiaires et par région

Région	Ménages	Étudiants	Jeunes	Saisonniers	Pers. âgées	Pers. handicapées	Publics issus de FTM	Publics de pensions de famille ou de résidences accueil	Autres publics spécifiques	Gens du voyage	Total LLS	Poids des publics spécifiques*
Île-de-France	26 787	3 907	523		613	136	2 633	275	962	47	35 883	25,3 %
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine	5 400	85	231		668	162	135	50	181	2	6 914	21,9 %
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes	8 366	459	394		575	208	180	49		8	10 239	18,3 %
Auvergne et Rhône-Alpes	12 760	303	196	18	1 769	433	595	36	28	5	16 144	21 %
Bourgogne et Franche-Comté	1 654				775		206				2 635	37,2 %
Bretagne	4 123	166	3		463	82			6		4 843	14,9 %
Centre-Val de Loire	1 686		9		206	72					1 973	14,5 %
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées	11 110	1 047	638	11	605	18		22	30		13 481	17,6 %
Nord-Pas-de-Calais et Picardie	7 030	72	92		547	46	162	9	203		8 161	13,9 %
Normandie	3 078		39		368	24		42	111		3 662	15,9 %
Pays de la Loire	5 310	246	115		1 063	73		49	86		6 942	23,5 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	11 084	683	309		387	141	25	28	42		12 699	12,7 %
Corse	650										650	0 %
Total	99 039	6 968	2 549	29	8 039	1 395	3 936	560	1 649	62	124 226	20,3 %

* Publics spécifiques = tous sauf ménages

Logements étudiants

De 2007 à 2016, **61 741 logements ont été financés au profit des étudiants.**

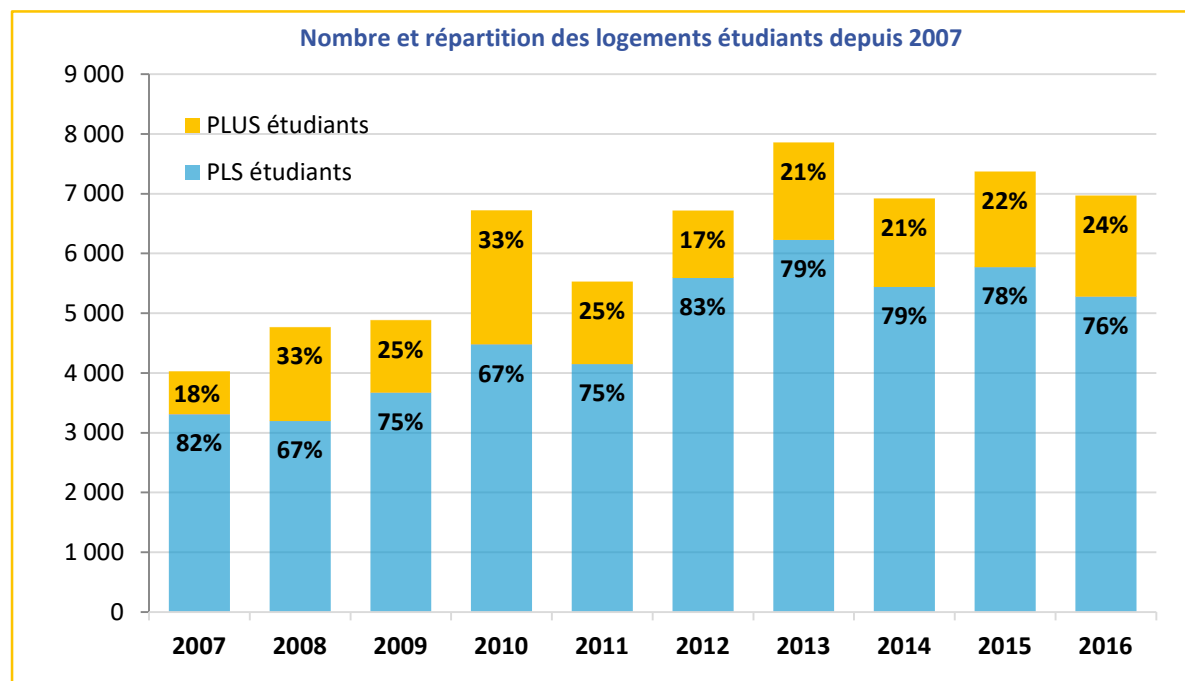
Les 11 agglomérations suivantes représentent 82 % de ce total (et l'agglomération de Paris plus de la moitié).

	Agglomération	Nbre de logts	Part cumulée sur un total de 61 741 LLS
1	Paris	32 717	53 %
2	Toulouse	3 725	59 %
3	Bordeaux	2 361	63 %
4	Marseille	2 297	67 %
5	Lyon	1 936	70 %
6	Nice	1 516	73 %
7	Lille	1 460	75 %
8	Nantes	1 306	77 %
9	Rouen	1 170	79 %
10	Montpellier	1 113	81 %
11	Rennes	1 003	82 %

N.B. : les logements étudiants sont des logements ordinaires de petite taille (T1 essentiellement) qui sont donnés en location à des CROUS ou à d'autres gestionnaires qui les sous-louent.

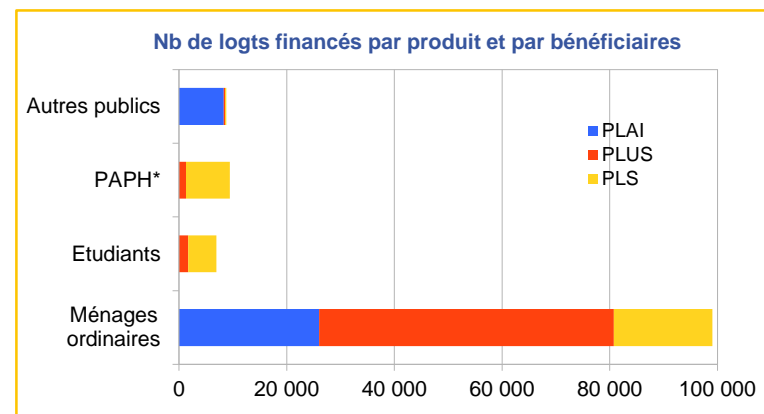
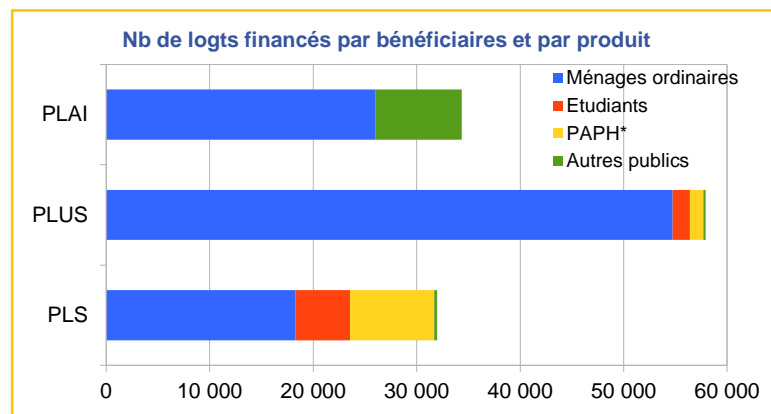
N.B. : le concept d'agglomération s'entend au sens de l'unité urbaine définie par l'INSEE.

Les organismes HLM et SEM sont sur-représentés dans la répartition par maître d'ouvrage des opérations de logements étudiants (ils réalisent près de 90 % de ces logements). Parmi les autres intervenants, les CROUS représentent 2,4 % du marché. En moyenne depuis 2007, les logements étudiants pèsent 5,6 % du total des LLS financés. Ils sont essentiellement financés en PLS (76,3 %).



Logements sociaux financés par type de produit et bénéficiaires

	PLAI	PLUS	PLS	Produit spécifique hébergement	Total
Ménages ordinaires	26 038	54 719	18 282		99 039
Étudiants		1 689	5 279		6 968
Saisonniers			29		29
Personnes âgées (PA)		1 107	6 932		8 039
Personnes handicapées (PH)		182	1 213		1 395
Jeunes	2 106	212	231		2 549
Publics issus de FTM	3 936				3 936
Publics logés en Pensions de Famille ou Résidences Accueil	560				560
Autres publics de résidences sociales	1 572			77	1 649
Gens du voyage	62				62
Total	34 274	57 909	31 966	77	124 226



* PAPH = Personnes âgées et Personnes handicapées

Logements financés par type de structure et de bénéficiaires

	Logements ordinaires	Résidences sociales classiques	Pensions de familles (Maisons relais)	Résidences accueil	Autres logements foyers	Hébergement	Total
Ménages ordinaires	99 039						99 039
Étudiants	6 968						6 968
Saisonniers	29						29
Personnes âgées	273				7 766		8 039
Personnes handicapées					1 395		1 395
Jeunes	351	2 198					2 549
Publics issus de FTM		3 936					3 936
Publics de pensions de famille ou de résidences accueil			418	142			560
Autres publics de résidences sociales		1 286				363	1 649
Gens du voyage	62						62
Total	106 722	7 420	418	142	9 161	363	124 226
Part des logements foyers et logements dédiés à un public particulier y compris étudiants et jeunes							20,3 %

Pour plus d'informations, consulter la fiche : [Instruction des dossiers de LLS : populations cibles et nature d'opérations](#)

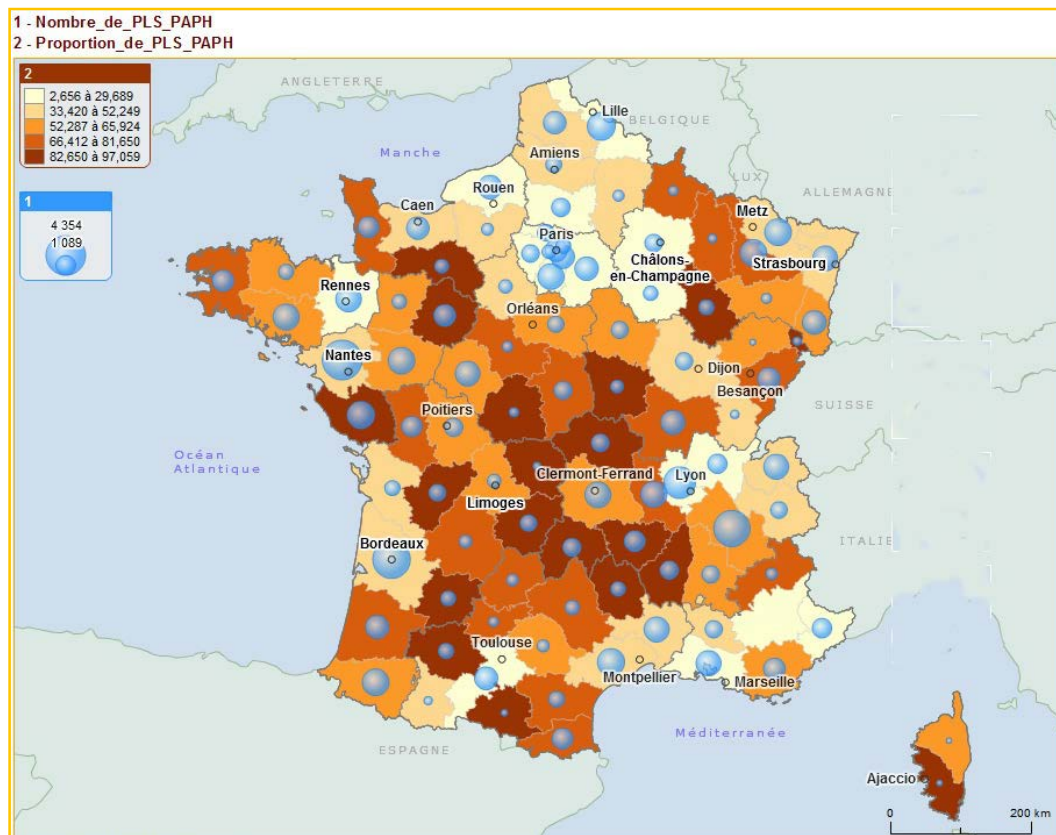
Foyers pour personnes âgées et pour personnes dépendantes

Région ancienne	Nombre de logements pour personnes âgées	Dont nombre de logements en foyer pour personnes âgées dépendantes
Île-de-France	613	397
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine	668	471
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes	575	376
Auvergne et Rhône-Alpes	1 769	1 008
Bourgogne et Franche-Comté	775	530
Bretagne	463	286
Centre-Val de Loire	206	183
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées	605	367
Nord-Pas-de-Calais et Picardie	547	242
Normandie	368	317
Pays de la Loire	1 063	715
Provence-Alpes-Côte d'Azur	387	375
Corse		
Total	8 039	5 267

Caractéristiques moyennes par logement	
Coût TTC en € / logement	121 638
Taux de subvention	13,56 %
Taux de fonds propres	7,96 %
Surface utile	28,17 m ²

Les maîtres d'ouvrage des foyers	Part de marché
Établissement public local	35,6 %
SA HLM / ESH	19,4 %
Office Public de l'Habitat (OPH)	13,5 %
Associations	13,3 %
SEM / EPL	6,2 %
Entreprises commerciales	3,2 %
Particuliers	3 %
EPCI	2,5 %
Commune	2,1 %
Autres	1 %
Fondation	0,2 %
	8 039 logements

PLS pour personnes âgées ou handicapées financés depuis 2007



En moyenne, depuis 2007, plus de 10 000 PLS sont financés chaque année pour le logement des personnes âgées ou handicapées, soit un peu plus de 30 % de l'ensemble des PLS financés.

Dans 5 régions (tableau ci-dessous), la part des PLS financés pour ces publics dépasse 50 %. Ces régions représentent 32,7 % du total des PLS financés pour ce type de public.

Région	Proportion (%) de PLS pour les PAPH
Corse	73
Bourgogne et Franche-Comté	68
Centre-Val de Loire	61
Pays de la Loire	57
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes	54
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine	47
Auvergne et Rhône-Alpes	44
Bretagne	44
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées	39
Normandie	36
Nord-Pas-de-Calais et Picardie	32
Provence-Alpes-Côte d'Azur	25
Île-de-France	7

Nombre total de PLS financés depuis 2007 :

- Personnes âgées : 87 530
- Personnes handicapées : 15 788

Opérations d'hébergement financées

Région	Produit spécifique hébergement			PLAI			Palulos			Anah - Modernisation hébergement	
	Nb opérations	Nb logts	Sub. État	Nb opérations	Nb logts	Sub. État	Nb opérations	Nb logts	Sub. État	Nb places	Subv. dont études
Île-de-France				3	81	1 155 189				309	3 150 523
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine				2	70	525 000				92	498 954
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes							1	89		20	350 000
Auvergne et Rhône-Alpes										233	781 855
Bourgogne et Franche-Comté											
Bretagne				1	6						
Centre-Val de Loire										22	170 720
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées										0	44 400
Nord-Pas-de-Calais et Picardie	1	68	465 868	1	63	431 613				119	510 000
Normandie				1	1	5 625					
Pays de la Loire				3	61	633 900				54	720 096
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1	9	63 000	1	4	55 200					
Corse											
Total	2	77	528 868	12	286	2 806 527	1	89		849	6 226 548
Subv. moyenne/logt			6 868			9 813					

Sur le BOP 135, les structures d'hébergement peuvent être financées selon trois modalités :

- le PLAИ classique où les logements font l'objet d'une convention à l'APL suspendue tant que la structure a vocation d'hébergement
- le produit spécifique (PSH) visé au R. 331-96 du CCH qui donne lieu à un conventionnement particulier visant à garantir l'usage des logements aux fins d'hébergement (prévu au R. 331-103)
- la Palulos hébergement (depuis 2011) pour la création de places d'hébergement dans des logements vacants dans le parc HLM situé dans les zones où le marché du logement est détendu

Par ailleurs, l'Anah finance des projets de réhabilitation totale ou partielle, de mise aux normes ou de transformation de structures d'hébergement existantes.

Nombre total de logements financés (État) : 452

Total des subventions État : 3 335 395

PLAI adapté - Appel à projets n° 4

Région	Nombre de logements appel à projets n° 4	Enveloppe de subvention (€)
Île-de-France	59	532 620
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine	0	0
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes	30	153 900
Auvergne et Rhône-Alpes	48	414 640
Bourgogne et Franche-Comté	0	0
Bretagne	14	120 120
Centre-Val de Loire	0	0
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées	7	78 260
Nord-Pas-de-Calais et Picardie	8	89 440
Normandie	5	43 900
Pays de la Loire	10	111 800
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0	0
Corse	0	0
Total	181	1 544 680

Actions de réhabilitation du parc HLM

Région	Sub. État FTM (1)	Nb de logts (2)	Sub. État autres actions (1)	Nb de logts (2)	CGLLS (1)	Europe- FEDER (1)	Autres Subv. (1,3)	Total hors Anru	Anru (1)
Île-de-France					620 000		619 050	1 239 050	0
Alsace, Champagne- Ardenne et Lorraine						164 647	3 848 050	4 012 697	0
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes			3 000	3		715 200	1 344 501	2 062 701	0
Auvergne et Rhône-Alpes	367 250	113					1 938 030	2 305 280	0
Bourgogne et Franche- Comté									0
Bretagne						603 447	714 200	1 317 646	0
Centre-Val de Loire									0
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées			8 246	4		2 324 685		2 332 931	0
Nord-Pas-de-Calais et Picardie						456 000	281 000	737 000	0
Normandie					1 200 000		113 906	1 313 906	0
Pays de la Loire			59 548	12			430 366	489 914	0
Provence-Alpes-Côte d'Azur						1 047 546	1 641 137	2 688 683	0
Corse									0
Total subventions engagées	367 250		70 794		1 820 000	5 311 525	10 930 240	18 499 809	0
Total logements financés		113		19	360	911	3 019		0

Montant total de subventions État	438 044
Nombre de logements financés avec la Palulos	132

(1) Sont comptabilisées les subventions accordées pour la réhabilitation, l'amélioration de la qualité de service et la résidentialisation.

(2) Ne sont décomptés que les logements ayant bénéficié d'une subvention Palulos.

(3) Essentiellement des subventions des collectivités locales.

Les organismes ont à disposition une palette d'outils financiers pour la réhabilitation de leur parc de logements.

Traitement des foyers de travailleurs migrants

Région	Construction de logements		Réhabilitation		Démolition	
	Nb de logts	Subvention État	Nb de logts	Subvention État	Nb de logts	Subvention État
Île-de-France	2 633	38 745 656				
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine	135	1 081 000	235			
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes	180	1 440 000				
Auvergne et Rhône-Alpes	595	5 957 000	113	367 250		
Bourgogne et Franche-Comté	206	1 077 952				
Bretagne						
Centre-Val de Loire						
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées						
Nord-Pas-de-Calais et Picardie	162	500 109				
Normandie					306	140 000
Pays de la Loire						
Provence-Alpes-Côte d'Azur	25	245 000				
Corse						
Total	3 936	49 046 717	348	367 250	306	140 000

Traitement des foyers de travailleurs migrants : maîtres d'ouvrage

Nom de l'organisme	N° SIREN	PLAI	PALULOS	Démolition
ADOMA (75)	788058030	2 623	348	
ARIAL (25)	775571680	70		
Association pour le Développement des Foyers (94)	775661440	400		
COALLIA (75)	775680309	93		
COALLIA HABITAT (75)	510469661	268		
OPH DE LA MÉTROPOLE DE LYON (69)	813755949	182		
Résidences Sociales de France (94)	495286098	300		306
	Total	3 936	348	306

N.B. : le chiffre entre parenthèses indique le n° de département du siège social du bailleur.

Logements financés par catégorie de maîtres d'ouvrage - hors Anru

Catégorie d'organismes	PLAI	PLUS	PLS	Total LLS	%
Office Public de l'Habitat (OPH)	9 123	18 452	4 839	32 414	26,1 %
SACI CAP			1	1	0 %
SA HLM / ESH	17 528	32 899	14 747	65 174	52,5 %
SEM / EPL	5 088	3 576	3 417	12 081	9,7 %
Société coopérative HLM /SCIC	851	1 995	333	3 179	2,6 %
Total HLM & SEM logement	32 590	56 922	23 337	112 849	
	94,9 %	98,3 %	73 %	90,8 %	

Foncière Logement			0	0	0 %
Collectivités locales et leurs étab. publics	150	839	3 077	4 066	3,3 %
Tiers Secteur : MOI (1)	1 292	92	206	1 590	1,3 %
Tiers Secteur : autres MO	177		2 095	2 272	1,8 %
Entreprises commerciales (SCI...)	142	56	2 737	2 935	2,1 %
Particuliers			514	514	0,4 %
Total	34 351	57 909	31 966	124 226	100 %

(1) Il s'agit des organismes qui exercent des activités de maîtrise d'ouvrage mentionnées au 1° de l'article L. 365-1 du CCH et agréés à cet effet par le ministre chargé du Logement. Cf. [Circulaire du 6 septembre 2010 relative aux agréments des organismes agissant en faveur du logement et de l'hébergement des personnes défavorisées](#). La liste des MOI correspond aux arrêtés pris au 31 décembre 2016.

Activité des différentes catégories de maîtres d'ouvrage

1) Part de la VEFA dans le LLS neuf, par catégorie de maîtres d'ouvrage

Catégorie de MO	Nombre de MO produisant du neuf	en % (1)	Nombre de MO ayant recours à la VEFA	en % (2)	Proportion de MO utilisant la VEFA (3)
ESH	205	28,79 %	159	40,66 %	77,56 %
OPH	194	27,25 %	137	35,04 %	70,62 %
Autres bailleurs sociaux	61	8,57 %	35	8,95 %	57,38 %
Tiers secteur	138	19,38 %	7	1,79 %	5,07 %
Particuliers et sociétés commerciales	114	16,01 %	53	13,55 %	46,49 %
Nombre total de maîtres d'ouvrage	712	100 %	391	100 %	54,92 %

Clés de lecture

(1) Les ESH représentent 28,8 % des maîtres d'ouvrage ayant monté des opérations de LLS neufs en 2016

(2) Les ESH représentent 40,7 % des maîtres d'ouvrage ayant eu recours à la VEFA en 2016

(3) 77,6 % des ESH ayant monté des opérations en neuf en 2016 ont eu recours à la VEFA

Les maîtres d'ouvrage agréés analysés correspondent aux arrêtés pris au 30 décembre 2016.

Nombre d'organismes HLM et SEM logement ayant financé des opérations de LLS en 2016 : 479

2) La production des maîtres d'ouvrage agréés [Consulter la réforme du régime des agréments](#)

	PLAI	dont en structures collectives	PLUS	PLS	Total LLS
2007	1 010	808	2	161	1 173
2008	1 513	1 203	21	64	1 598
2009	2 025	1 706	76	90	2 191
2010	1 644	1 212	72	85	1 801
2011	1 479	1 131	36	177	1 692
2012	1 288	940	218	356	1 862
2013	1 353	1 020	94	119	1 566
2014	1 348	775	112	46	1 506
2015	669	243	109	337	1 115
2016	1 292	864	92	206	1 590

3) Proportion des LLS neufs réalisés en VEFA

	Tous LLS neufs	Logements ordinaires
2007	12,4 %	15,9 %
2008	19 %	24,3 %
2009	29,2 %	35,7 %
2010	24,7 %	30,3 %
2011	31,5 %	38 %
2012	31,6 %	37,5 %
2013	32,5 %	37,5 %
2014	39,4 %	43 %
2015	44,9 %	48,7 %
2016	45,9 %	50,4 %

Source : DGALN - Infocentre SISAL - 9 janvier 2017

Montant moyen de subvention État pour les PLAI en logements ordinaires

Tous types de PLAI, valeurs par logement et par m² de surface utile

Région	Nbre logts	Subvention principale État	Subvention État pour surcharge foncière, prime spécifique et PLAI adapté	Total subvention État	Montant moyen par logt	Montant moyen par m ² SU	SU moyenne (m ² par logt)
Île-de-France	6 824	54 577 024	43 368 921	97 945 945	14 353	248	57,9
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine	1 476	10 311 923		10 311 923	6 986	110	63,7
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes	2 535	19 732 310	162 256	19 894 566	7 848	125	62,8
Auvergne et Rhône-Alpes	3 170	26 365 893	860 969	27 226 862	8 589	132	65,2
Bourgogne et Franche-Comté	470	2 640 540		2 640 540	5 618	89	62,9
Bretagne	1 308	8 429 647	158 537	8 588 184	6 566	96	68,1
Centre-Val de Loire	411	2 677 900		2 677 900	6 516	98	66,6
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées	3 079	22 968 675	78 260	23 046 935	7 485	116	64,4
Nord-Pas-de-Calais et Picardie	1 790	12 088 096	87 174	12 175 269	6 802	103	66,3
Normandie	557	2 964 575		2 964 575	5 322	86	62,1
Pays de la Loire	1 418	7 512 891		7 512 891	5 298	81	65
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 842	28 961 391	59 177	29 020 568	10 211	160	63,7
Corse	222	4 353 158		4 353 158	19 609	263	74,5
Total	26 102	203 584 022	44 775 294	248 359 316	9 515	151	62,92

Comprend tous les types de PLAI (neuf, A. A).

Montant moyen de subvention État pour les PLAI en résidences sociales

Valeurs par logement et par m² de surface utile

Région	Nbre logts	Subvention principale État	Subvention État pour surcharge foncière et prime spécifique	Total subvention État	Montant moyen par logt	Montant Moyen par m ² SU	SU moyenne (m ² par logt)
Île-de-France	4 324	39 275 423	16 736 245	56 011 667	12 954	640	20,3
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine	465	3 216 525		3 216 525	6 917	308	22,5
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes	611	3 206 696		3 206 696	5 248	228	23
Auvergne et Rhône-Alpes	855	8 227 452		8 227 452	9 623	425	22,6
Bourgogne et Franche-Comté	206	1 077 952		1 077 952	5 233	278	18,8
Bretagne	9	23 020		23 020	2 558	65	39,1
Centre-Val de Loire	9	54 000		54 000	6 000	181	33,1
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées	564	4 254 966		4 254 966	7 544	319	23,6
Nord-Pas-de-Calais et Picardie	385	1 823 858		1 823 858	4 737	199	23,9
Normandie	192	1 087 300		1 087 300	5 663	196	28,9
Pays de la Loire	250	2 349 191		2 349 191	9 397	398	23,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	302	1 531 200	30 240	1 561 440	5 170	223	23,2
Corse							
Total	8 172	66 127 583	16 766 485	82 894 067	10 144	469	21,65

Comprend tous les types de PLAI (neuf, A. A) mais pas les financements en produit spécifique hébergement, comprend toutes les natures de logement hors logement ordinaire.

Montant moyen de subvention État pour les PLUS

Valeurs par logement et par m² de surface utile

Région	Nbre logts	Subvention principale État	Subvention État pour surcharge foncière	Total subvention État	Montant moyen/par logt	Montant moyen/par m ² SU	SU moyenne (m ² /par logt)
Île-de-France	13 618	23 339 421	45 897 492	69 236 913	5 084	92	55,3
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine	3 311	763 229		763 229	231	3	67,5
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes	5 076	849 112	56 913	906 025	178	3	67,7
Auvergne et Rhône-Alpes	7 286	5 635 684	1 010 969	6 646 653	912	14	66,7
Bourgogne et Franche-Comté	1 025						67,9
Bretagne	2 758	585 941	67 383	653 324	237	4	65
Centre-Val de Loire	1 049	206 500		206 500	197	3	69,3
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées	6 924	1 439 511		1 439 511	208	3	67,6
Nord-Pas-de-Calais et Picardie	4 689	898 979		898 979	192	3	66,8
Normandie	2 171	266 500		266 500	123	2	69,3
Pays de la Loire	3 311	3 332 916		3 332 916	1 007	16	63,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6 278	3 179 282	161 123	3 340 404	532	8	63,5
Corse	413	529 942		529 942	1 283	19	68,7
Total	57 909	41 027 016	47 193 881	88 220 897	1 523	24	63,8

Comprend tous les types de PLUS (neuf, A, A, logements ordinaires, résidences sociales) : PLUS, PLUS-CD et Palulos communale.

Surcharge foncière et prime spécifique IDF

Région	Subvention surcharge foncière et prime spécifique IDF	% des AE surcharge foncière et prime spécifique IDF sur total AE			
		% PLAI	% PLUS	% PLS	% SF et prime / AE LLS
Île-de-France	111 937 457	53,2 %	41 %	5,8 %	48,7 %
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine					
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes	89 609	36,5 %	63,5 %		0,4 %
Auvergne et Rhône-Alpes	1 468 478	31,2 %	68,8 %		3,5 %
Bourgogne et Franche-Comté					
Bretagne	105 800	36,3 %	63,7 %		1,1 %
Centre-Val de Loire					
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées					
Nord-Pas-de-Calais et Picardie					
Normandie					
Pays de la Loire					
Provence-Alpes-Côte d'Azur	250 540	35,7 %	64,3 %		0,7 %
Corse					
Total	113 851 884	52,9 %	41,5 %	5,7 %	26,7 %
% du produit dans le total des LLS financés		27,7 %	46,6 %	25,7 %	124 226

Clés de lecture

1) En moyenne, 52,9 % du montant total de la SF et de la prime spécifique IDF ont été affectés aux PLAI, 41,5 % aux PLUS et 5,7 % aux PLS

2) En moyenne, la subvention pour surcharge foncière et la prime spécifique en IDF représentent 26,7 % des AE engagées

Les modalités d'attribution de la surcharge foncière (zones urbaines et maîtres d'ouvrage éligibles...) sont explicitées dans :

- [la circulaire du 14 décembre 1989](#)
- [l'arrêté du 5 mai 1995](#)

Surcharge foncière et prime spécifique IDF par zone

Région	Zone A	Zone B1	Zone B2	Zone C	Total	
Île-de-France	96,7 %	2,3 %	1 %		111 937 457	98,3 %
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine						
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes		100 %			89 609	0,1 %
Auvergne et Rhône-Alpes	63,3 %	36,7 %			1 468 478	1,3 %
Bourgogne et Franche-Comté						
Bretagne		100 %			105 800	0,1 %
Centre-Val de Loire						
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées						
Nord-Pas-de-Calais et Picardie						
Normandie						
Pays de la Loire						
Provence-Alpes-Côte d'Azur	81,3 %	5 %	13,7 %		250 540	0,2 %
Corse						
Total	96,1 %	2,9 %	1 %		113 851 884	100 %

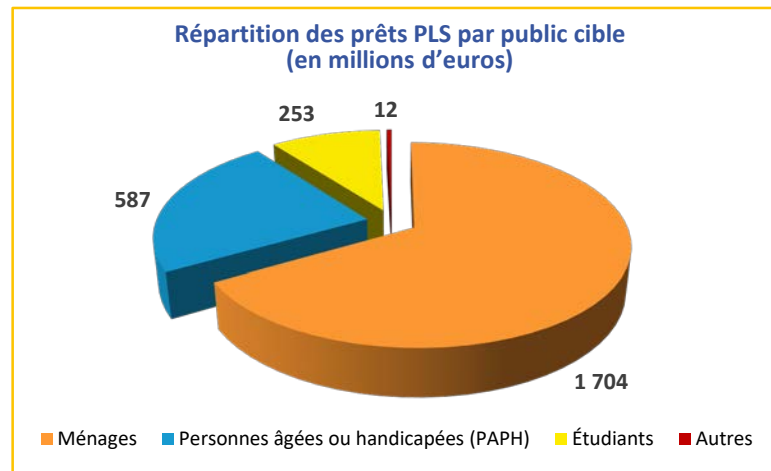
Interventions d'Action Logement dans le financement des opérations de logement (rappel 2015)

Région	Subventions PEEC engagées au titre de l'accord 2013 - 2015 État / Action - Logement (1 € pour 1 €)			Total des interventions d'Action Logement	
	Nb de LLS	Enveloppe 2015	Subvention engagée	sous forme de subventions	sous forme de prêts
Île-de-France	30 654	107 531 075	107 531 075	302 894 294	758 230 983
Alsace	1 493	560 000	560 000	14 809 794	23 477 295
Aquitaine	2 293	1 177 679	1 177 679	9 086 891	36 129 252
Auvergne	161	0		1 630 000	10 486 500
Bourgogne	376	0		1 046 669	2 802 500
Bretagne	851	632 432	632 432	4 244 382	14 757 200
Centre	909	0		3 711 000	16 158 668
Champagne-Ardenne	301	0		99 000	457 500
Franche-Comté	83	0		39 025	485 000
Languedoc-Roussillon	2 528	1 887 250	1 887 250	4 036 623	27 059 849
Limousin	113	0		77 800	1 283 000
Lorraine	1 464	0		5 332 659	17 102 832
Midi-Pyrénées	5 440	2 030 292	2 030 292	10 756 000	42 736 480
Nord-Pas-de-Calais	2 828	1 445 920	1 445 920	8 513 648	20 526 366
Basse-Normandie	165	0		224 392	3 623 268
Haute-Normandie	1 816	389 471	389 471	3 340 971	18 542 486
Pays de la Loire	4 001	1 148 849	1 148 849	10 985 865	36 852 491
Picardie	212	0		897 911	16 461 786
Poitou-Charentes	726	0		1 581 125	8 755 663
Provence-Alpes-Côte d'Azur	8 100	9 500 000	9 500 000	41 437 898	144 556 602
Rhône-Alpes	4 731	6 791 032	6 791 032	48 344 784	138 225 240
Corse	375	406 000	406 000	735 999	3 733 500
Total	69 620	133 500 000	133 500 000	473 826 729	1 342 444 461
Total des interventions au titre du LLS				1 816 271 190	
au titre du PSLA				19 829 707	
Autres interventions				17 502 814	

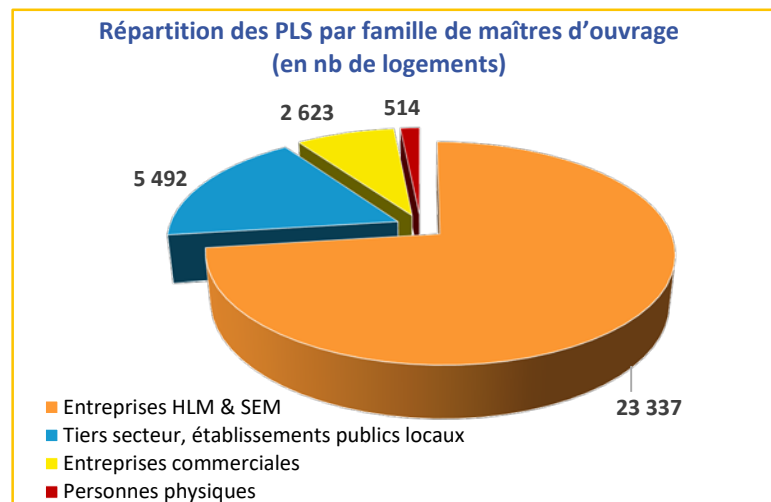
Les subventions Action logement au titre du « 1 € pour 1 € » ont été réservées en 2015 aux opérations (logements familiaux et structures collectives) PLAI et PLUS en zone A et B1 (exceptionnellement en B2 ou C).

Source : DGALN - Infocentre SISAL - 9 janvier 2017

Prêts PLS mobilisés



	Total des prêts PLS mobilisés	En % du total des prêts PLS	En % du nombre total de PLS	Nb de PLS financés
Ménages	1 704 298 788	66,6 %	57,5 %	18 382
Personnes âgées ou handicapées (PAPH)	588 044 132	23 %	25,2 %	8 045
Étudiants	253 557 177	9,9 %	16,5 %	5 279
Autres	12 417 064	0,5 %	0,8 %	260
Total	2 558 317 160	100 %	100 %	31 966



N.B. : 24 % des logements pour étudiants ont été financés en PLUS (1 689 sur 6 968).

Part moyenne des prêts PLS dans le plan de financement initial des opérations : 62,5 %

L'objectif fixé par le Projet annuel de performance (PAP) pour 2016 est de 36 000 PLS. 34 585 ont été notifiés aux préfets de région en fin de gestion.

Pour plus d'informations, consulter [la liste des établissements de crédit et des enveloppes pour 2016](#).

Plan de financement moyen des opérations

Une opération de logements locatifs peut comporter un ou plusieurs types de produits : PLAI, PLUS, PLS. Dans le cadre d'une opération mixte, le coût de l'opération est global et ne peut être décomposé par type de produit financier.

Dans les pages suivantes, le montant indiqué en pied de colonne représente le plan de financement par logement pour chaque type de produit.

L'analyse distingue les logements ordinaires des structures collectives (foyers pour personnes âgées ou handicapées, d'une part, résidences sociales, d'autre part), car les caractéristiques techniques et économiques sont différentes.

	Nb logts	SU/logement (m²)	Part dans le total des LLS
Logements ordinaires	106 722	61,27	85,9 %
Structures collectives	17 504	23,95	14,1 %
	124 226		

Nombre de pièces	1	2	3	4	5
Répartition pour les logements ordinaires	13,4 %	29,5 %	36,6 %	18 %	2,5 %
Répartition pour les structures	96,5 %	3 %	0,5 %	0,1 %	0 %

Plan de financement moyen des opérations financées (en €/logement)

→ Tous LLS - hors Anru

	France		Zone A		Zone B1		Zone B2		Zone C	
Subvention État principale	2 616		3 225		2 552		2 005		1 497	
Surcharge Foncière	363		867		21		2			
Prime spécifique IDF	553		1 275		67		54			
PLAI adapté	11		8		11		15		16	
Total Subvention État	3 433	2,6 %	5 259	3,8 %	2 525	2 %	1 930	1,5 %	1 513	1,2 %
Subvention Commune	2 017		4 005		521		671		860	
Subvention EPCI	2 109		1 410		3 515		2 196		719	
Subvention Département	1 542		1 132		1 182		1 604		3 879	
Subvention Région	1 053		1 680		633		511		716	
Total Collectivités locales	6 720	5,1 %	8 227	6 %	5 851	4,6 %	4 983	4 %	6 175	5 %
Subventions PEEC	46		36		54		86		4	
Subventions autres	1 376		1 307		711		1 282		3 539	
Total subventions	11 576	8,8 %	14 829	10,8 %	9 141	7,1 %	8 280	6,6 %	11 232	9 %
Prêts standards PLAI-PLUS-PLS	90 805		90 079		92 469		92 329		86 742	
Prêts PEEC	6 039		10 618		4 237		1 773		672	
Autres prêts	6 860		7 043		5 334		7 448		9 434	
Total prêts	103 705	79,1 %	107 740	78,3 %	102 040	79,7 %	101 551	81,1 %	96 847	77,7 %
Fonds propres	15 848	12,1 %	14 991	10,9 %	16 931	13,2 %	15 444	12,3 %	16 609	13,3 %
Total par logement	131 239		137 675		128 237		125 420		124 688	
Nb de logements financés	124 226		51 065		38 166		20 718		14 277	

Les subventions de la ville de Paris sont comptabilisées sur la ligne « Subvention Commune ».

Plan de financement moyen des opérations financées (en €/logement)

↳ Logements étudiants

	France		Zone A		Zone B1		Zone B2		Zone C	
Subvention État principale	601		772							
Surcharge Foncière	1 165		1 499							
Prime spécifique IDF	14		18							
Total Subvention État	1 780	2,4 %	2 289	2,9 %						
Subvention Commune	3 516		4 512				208			
Subvention EPCI	567		592		585					
Subvention Département (*)	2		3							
Subvention Région	2 136		2 395		1 495					
Total Collectivités locales	6 221	8,4 %	7 502	9,6 %	2 080	3,6 %	208	0,3 %		
Subventions PEEC	20						520			
Subventions autres	1 309		1 448		1 001					
Total subventions	9 330	12,6 %	11 239	14,4 %	3 081	5,4 %	729	1,1 %		
Prêt PLS	37 896		35 379		46 045		49 608		55 000	
Prêts CDC	13 116		16 856		64					
Prêts PEEC	667		824		141					
Autres prêts	8 157		8 564		5 046		14 870		0	
Total prêts	59 836	80,9 %	61 623	78,9 %	51 295	89,1 %	64 478	94,5 %	55 000	89 %
Fonds propres	4 773	6,5 %	5 229	6,7 %	3 198	5,6 %	3 037	4,5 %	6 824	11 %
Total par logement	73 939		78 091		57 574		68 244		61 824	
Nb de logements financés	6 968		5 417		1 278		269		4	

La ligne « Prêts CDC » ne concerne que les prêts accordés par la CDC aux opérations de PLUS et de PLAI.
Les prêts de la CDC pour les PLS sont comptabilisés dans la ligne « Prêts PLS ».

(*) Les subventions de la ville de Paris sont incluses dans la ligne « Subvention Commune ».

Nombre total de logements financés		Total
PLS	PLUS	6 968
5 279	1 689	

Plan de financement moyen des opérations financées (en €/logement) - hors Anru

↳ Logements ordinaires - PLAI

	France		Zone A		Zone B1		Zone B2		Zone C	
Subvention État principale	7 799		8 627		7 901		6 990		6 106	
Surcharge Foncière	278		714		42		1			
Prime spécifique IDF	1 386		3 536		143		158			
PLAI adapté	51		45		45		59		80	
Total Subvention État	9 514	6,7 %	12 922	8,1 %	8 131	6,1 %	7 208	5,6 %	6 187	5 %
Subvention Commune	1 699		3 302		667		808		942	
Subvention EPCI	3 586		2 134		5 972		3 665		1 194	
Subvention Département	2 147		1 265		2 253		2 370		4 385	
Subvention Région	1 546		2 806		722		976		769	
Total Collectivités locales	8 979	6,4 %	9 506	5,9 %	9 613	7,2 %	7 819	6,1 %	7 290	5,9 %
Subventions PEEC	44		45		20		112			
Subventions autres	820		1 000		643		486		1 312	
Total subventions	19 357	13,7 %	23 472	14,6 %	18 406	13,9 %	15 624	12,2 %	14 788	12 %
Prêts CDC	102 969		110 909		100 792		96 772		93 492	
Prêts PEEC	5 418		10 902		3 026		1 736		505	
Autres prêts	1 189		1 011		964		1 697		1 593	
Total prêts	109 577	77,7 %	122 822	76,6 %	104 782	78,9 %	100 205	78 %	95 590	77,6 %
Fonds propres	12 147	8,6 %	14 060	8,8 %	9 538	7,2 %	12 566	9,8 %	12 841	10,4 %
Total par logement	141 081		160 354		132 726		128 395		123 219	
Nb de logements financés	26 101		9 662		8 646		4 871		2 922	

La ligne « Prêts CDC » ne concerne que les prêts accordés par la CDC aux opérations de PLAI.
Les subventions de la ville de Paris sont comptabilisées sur la ligne « Subvention Commune ».

Plan de financement moyen des opérations financées (en €/logement) - hors Anru

↳ Logements ordinaires - PLUS

	France		Zone A		Zone B1		Zone B2		Zone C	
Subvention État principale	663		1 197		494		288		242	
Surcharge Foncière	413		1 198		22					
Prime spécifique IDF	298		792		68		32			
Total Subvention État	1 373	1 %	3 187	2,1 %	584	0,4 %	321	0,2 %	242	0,2 %
Subvention Commune	1 978		4 497		567		761		955	
Subvention EPCI	2 584		2 100		3 750		2 341		851	
Subvention Département	1 070		931		732		1 230		2 237	
Subvention Région	896		1 642		509		410		702	
Total Collectivités locales	6 527	4,7 %	9 170	5,9 %	5 558	4,1 %	4 741	3,7 %	4 744	3,8 %
Subventions PEEC	77		67		96		105		5	
Subventions autres	788		1 150		571		426		993	
Total subventions	8 766	6,3 %	13 574	8,8 %	6 809	5 %	5 593	4,4 %	5 984	4,8 %
Prêts CDC	101 177		106 987		100 074		97 033		94 494	
Prêts PEEC	6 960		12 991		5 435		2 648		1 199	
Autres prêts	2 672		3 254		2 343		2 407		2 421	
Total prêts	110 809	79,3 %	123 232	79,6 %	107 851	79,2 %	102 087	79,5 %	98 114	78,1 %
Fonds propres	20 236	14,5 %	18 087	11,7 %	21 581	15,8 %	20 715	16,1 %	21 594	17,2 %
Total par logement	139 812		154 893		136 241		128 395		125 693	
Nb de logements financés	54 600		18 455		19 314		10 455		6 376	

L'analyse n'intègre pas les PLUS-CD.

La ligne « Prêts CDC » ne concerne que les prêts accordés par la CDC aux opérations de PLUS.

Les subventions de la ville de Paris sont comptabilisées sur la ligne « Subvention Commune ».

Hors logements pour étudiants.

Plan de financement moyen des opérations financées (en €/logement) - hors Anru

↳ Logements ordinaires - PLS

	France		Zone A		Zone B1		Zone B2		Zone C	
Subvention État principale										
Surcharge Foncière	281		496							
Prime spécifique IDF										
Total Subvention État	281	0,2 %	496	0,3 %						
Subvention Commune	2 121		3 508		186		155		1 234	
Subvention EPCI	236		186		275		322		428	
Subvention Département	156		104		5		155		1 585	
Subvention Région	176		185		136		184		282	
Total Collectivités locales	2 688	1,8 %	3 982	2,6 %	602	0,4 %	816	0,6 %	3 529	2,2 %
Subventions PEEC	10		14		8					
Subventions autres	1 130		1 677		192		469		1 577	
Total subventions	4 110	2,8 %	6 169	4,1 %	801	0,6 %	1 285	1 %	5 106	3,2 %
Prêt PLS	45 075	31 %	39 844	26 %	46 688	34 %	57 752	43 %	71 326	45 %
Prêts PEEC	7 569		11 044		4 124		842		595	
Autres prêts	69 262		74 134		64 066		58 623		63 724	
Total prêts	121 906	83,5 %	125 021	82,1 %	114 878	84,6 %	117 217	87,6 %	135 645	86,2 %
Fonds propres	20 029	13,7 %	21 020	13,8 %	20 175	14,9 %	15 301	11,4 %	16 638	10,6 %
Total par logement	146 045		152 210		135 854		133 803		157 389	
Nb de logements financés	18 786		10 654		5 460		1 711		961	

Les prêts de la CDC pour les PLS sont comptabilisés dans la ligne « Prêts PLS ».

Les subventions de la ville de Paris sont comptabilisées sur la ligne « Subvention Commune ».

Hors logements pour étudiants.

Plan de financement moyen des opérations financées (en €/logement)

↳ Logements - foyers pour personnes âgées ou handicapées en PLS

	France		Zone A		Zone B1		Zone B2		Zone C	
Subvention État principale										
Surcharge Foncière	148		1 130							
Prime spécifique IDF										
Total Subvention État	148	0,1 %	1 130	0,7 %						
Subvention Commune	857		4 000				409		510	
Subvention EPCI	256		434				543		34	
Subvention Département	6 515		13 092		7 083		2 798		7 386	
Subvention Région	365		1 982				185		110	
Total Collectivités locales	7 992	6,4 %	19 508	12,9 %	7 083	5,7 %	3 934	3,3 %	8 040	6,7 %
Subventions PEEC										
Subventions autres	7 351		6 263		3 316		5 840		10 706	
Total subventions	15 491	12,5 %	26 902	17,8 %	10 399	8,4 %	9 774	8,3 %	18 746	15,5 %
Prêts PLS	48 828	39,3 %	41 889	27,6 %	57 546	46,3 %	49 377	42 %	47 285	39,2 %
Prêts PEEC	209		290		1 144					
Autres prêts	50 593		74 847		39 709		53 631		43 696	
Total prêts	99 629	80,2 %	117 026	77,2 %	98 399	79,2 %	103 008	87,5 %	90 981	75,4 %
Fonds propres	9 107	7,3 %	7 625	5 %	15 487	12,5 %	4 889	4,2 %	10 933	9,1 %
Total par logement	124 227		151 553		124 285		117 671		120 660	
Nb de logements financés	7 901		1 036		1 180		2 710		2 975	

Cette analyse porte aussi bien sur les logements neufs que ceux en acquisition-amélioration.

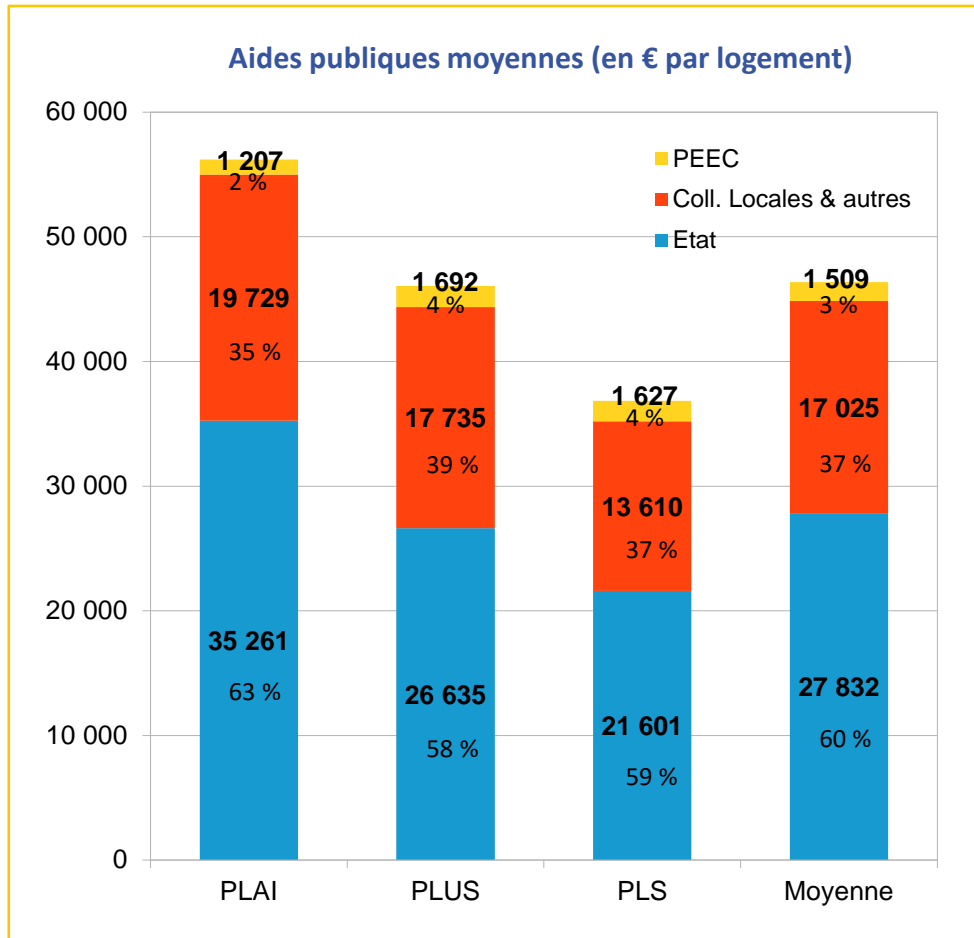
Plan de financement moyen des opérations financées (en €/logement)

➔ Résidences sociales (PLAI)

	France		Zone A		Zone B1		Zone B2		Zone C	
Subvention État principale	9 401		9 966		8 897		5 136		6 272	
Surcharge Foncière	75		107				110			
Prime spécifique IDF	1 976		2 940							
Total Subvention État	11 453	16,9 %	13 012	19 %	8 897	14 %	5 245	7,9 %	6 272	7,4 %
Subvention Commune	2 663		3 556		874		326		1 022	
Subvention EPCI	1 915		1 245		3 373		3 646		2 249	
Subvention Département	1 166		904		1 147		1 708		6 079	
Subvention Région	2 315		2 066		2 546		2 413		5 438	
Total Collectivités locales	8 059	11,9 %	7 772	11,4 %	7 941	12,5 %	8 092	12,1 %	14 788	17,5 %
Subventions PEEC	4								111	
Subventions autres	1 042		464		1 817		4 778		2 844	
Total subventions	20 558	30,4 %	21 248	31,1 %	18 655	29,3 %	18 116	27,1 %	24 015	28,5 %
Prêts CDC	29 237		26 638		32 095		35 648		52 897	
Prêts PEEC	10 322		13 706		4 132		638		310	
Autres prêts	2 095		1 533		2 422		10 783		2 057	
Total prêts	41 654	61,6 %	41 877	61,2 %	38 649	60,6 %	47 069	70,5 %	55 264	65,6 %
Fonds propres	5 440	8 %	5 259	7,7 %	6 457	10,1 %	1 602	2,4 %	5 035	6 %
Total par logement	67 652		68 384		63 761		66 787		84 314	
Nb de logements financés	8 172		5 493		2 132		276		271	

Cette analyse porte aussi bien sur les logements neufs que ceux en acquisition-amélioration.

Estimation des aides publiques mobilisées sur une opération de logement locatif social (Logements ordinaires et neufs)



Le financement d'une opération de logement locatif social (PLAI, PLUS ou PLS) mobilise les différents types de financements suivants :

1) des financements directs

- Subventions de l'État
- Subventions des collectivités locales
- Subventions d'Action Logement au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction
- Subventions accordées par d'autres institutions (ex. : fournisseurs d'énergie)
- Cessions de terrains à un prix inférieur à leur valeur marchande
- Prêts (prêts adossés aux fonds d'épargne ou autres prêts bancaires)
- Fonds propres des organismes

2) des aides indirectes

- Avantages fiscaux accordés par l'État ou les collectivités locales : TVA à taux réduit et exonération de TFPB (Taxe foncière sur les propriétés bâties)
- Coût de la garantie des emprunts par les collectivités locales ou Action logement
- Aides dites « de circuit » ou « de taux » (celles-ci s'analysent comme un avantage, par rapport aux taux du marché, des taux des prêts accordés par la CDC ou Action logement)

Ces aides indirectes étant étalées sur un certain nombre d'années, elles sont ramenées en valeur actuelle d'un équivalent subvention, avec un taux d'actualisation égal au **TMO** (taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées émises au cours du semestre précédent).

Le calcul des aides publiques est présenté en page suivante pour un logement moyen PLUS, PLAI ou PLS et repose sur l'analyse des opérations financées en 2016. Il ne porte que sur les logements neufs ordinaires, c'est-à-dire hors logements foyers et résidences sociales, dont la structure de coût et de financement est un peu différente (logements plus petits, services et espaces communs...).

Aides moyennes publiques en faveur du logement social : logements ordinaires et neufs financés en 2016

	PLAI	
Fonds propres	12 384	8,7 %
Emprunts	111 780	78,2 %
Subventions	18 724	13,1 %
Total TTC	142 888	
Nombre de logements financés	23 023	

	PLUS	
	20 575	14,7 %
	111 054	79,5 %
	8 138	5,8 %
	139 767	
	50 887	

	PLS	
	16 518	12,6 %
	111 273	84,9 %
	3 312	2,5 %
	131 103	
	20 420	

	PLAI	
	État	Collectivités locales et autres
Subventions directes	9 377	9 346
Aides fiscales : TVA à 5,5 %	19 633	
Aides fiscales : exonération de TFPB		15 500
Aides de circuit	0	1 158
Coût de la garantie des emprunts par les collectivités locales		2 858
Total des aides publiques décomposables (sans TFPB)	29 010	13 363
Total général des aides publiques	57 873	

	PLUS	
	État	Collectivités locales et autres
	1 182	6 957
	19 204	
		15 500
	0	1 617
		2 795
	20 386	11 369
	47 255	

	PLS	
	État	Collectivités locales et autres
	301	3 010
	18 013	
		15 481
	0	1 612
		2 622
	18 315	4 213
	38 009	

Aides publiques totales pour 100 € d'investissement HT	43,3
--	------

	36,2
--	------

	31
--	----

Répartition territoriale des opérations de PSLA financées en 2016

Région	Zone A	Zone B1	Zone B2	Zone C	Total
Île-de-France	744	6			750
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine		235	49	16	300
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes		459	98	18	575
Auvergne et Rhône-Alpes	138	521	414	415	1 488
Bourgogne et Franche-Comté		88		28	116
Bretagne		400	244	53	697
Centre-Val de Loire		218	61	23	302
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées	126	1 012	157	92	1 387
Nord-Pas-de-Calais et Picardie	110	221	170	25	526
Normandie		125	87	67	279
Pays de la Loire		533	255	123	911
Provence-Alpes-Côte d'Azur	121	15			136
Corse					0
Total	1 239	3 833	1 535	860	7 467
Pourcentage par zone	17 %	51 %	20 %	12 %	
Pourcentage cumulé	17 %	68 %	88 %	100 %	

Logements financés en PSLA depuis 2007 : répartition par zone ABC

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Total logts	% par zone
Zone A	5,2 %	8,4 %	17,1 %	21 %	19,1 %	12,8 %	10 %	16,3 %	16,5 %	16,6 %	7 701	15 %
Zone B1	29,4 %	34,5 %	33,3 %	32,8 %	42,7 %	45,6 %	48,1 %	47 %	44,6 %	51,3 %	22 586	44 %
Zone B2	31,6 %	32,3 %	28,6 %	25,3 %	22,8 %	23,9 %	25,9 %	23,3 %	23,2 %	20,6 %	12 487	24,3 %
Zone C	33,7 %	24,8 %	21,1 %	20,9 %	15,4 %	17,7 %	16 %	13,4 %	15,6 %	11,5 %	8 558	16,7 %
Nb de logements financés	2 250	2 237	2 190	2 882	6 672	5 688	6 869	7 136	7 941	7 467	51 332	

Organismes de logement social	1 924	1 674	1 866	2 390	4 912	4 407	5 763	5 775	6 075	5 813	40 599	79,1 %
Autres opérateurs	326	563	324	492	1 760	1 281	1 106	1 361	1 866	1 654	10 733	20,9 %

Logements financés en PSLA depuis 2007 : répartition par région

Région	A	B1	B2	C	Total	Part de la région	% en zones A & B1
Île-de-France	5 022	101	43		5 166	10,1 %	99,2 %
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine		698	277	172	1 147	2,2 %	60,9 %
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes		2 946	625	309	3 880	7,6 %	75,9 %
Auvergne et Rhône-Alpes	667	2 777	2 718	2 509	8 671	16,9 %	39,7 %
Bourgogne et Franche-Comté		181	317	290	788	1,5 %	23 %
Bretagne		2 907	2 620	1 332	6 859	13,4 %	42,4 %
Centre-Val de Loire		927	208	286	1 421	2,8 %	65,2 %
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées	738	6 611	1 069	1 405	9 823	19,1 %	74,8 %
Nord-Pas-de-Calais et Picardie	581	1 291	1 894	271	4 037	7,9 %	46,4 %
Normandie		978	952	641	2 571	5 %	38 %
Pays de la Loire		2 992	1 601	1 202	5 795	11,3 %	51,6 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	693	177	163	141	1 174	2,3 %	74,1 %
Total	7 701	22 586	12 487	8 558	51 332	100 %	59 %

Répartition territoriale des opérations de PSLA financées depuis 2007

Région	Zone A		Zone B1		Zone B2		Zone C		Total PSLA	dont % hors agglo
	En agglo	Hors agglo	En agglo	Hors agglo	En agglo	Hors agglo	En agglo	Hors agglo		
Île-de-France	4 972	50	93	8	43				5 166	1,1 %
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine			698		213	64	85	87	1 147	13,2 %
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes			2 919	27	574	51	121	188	3 880	6,9 %
Auvergne et Rhône-Alpes	542	125	2 679	98	2 594	124	1 404	1 105	8 671	16,7 %
Bourgogne et Franche-Comté			181		312	5	190	100	788	13,3 %
Bretagne			2 542	365	2 063	557	949	383	6 859	19 %
Centre-Val de Loire			927		195	13	172	114	1 421	8,9 %
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées	738		6 586	25	1 045	24	711	694	9 823	7,6 %
Nord-Pas-de-Calais et Picardie	581		1 291		1 744	150	150	121	4 037	6,7 %
Normandie			978		744	208	195	446	2 571	25,4 %
Pays de la Loire			2 964	28	1 370	231	702	500	5 795	13,1 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	660	33	177		115	48	103	38	1 174	10,1 %
Total	7 493	208	22 035	551	11 012	1 475	4 782	3 776	51 332	6 010
		2,7 %		2,4 %		11,8 %		44,1 %		11,7 %

Répartition par zone :	
du total des PSLA	15 %
des PSLA hors agglo	3,5 %

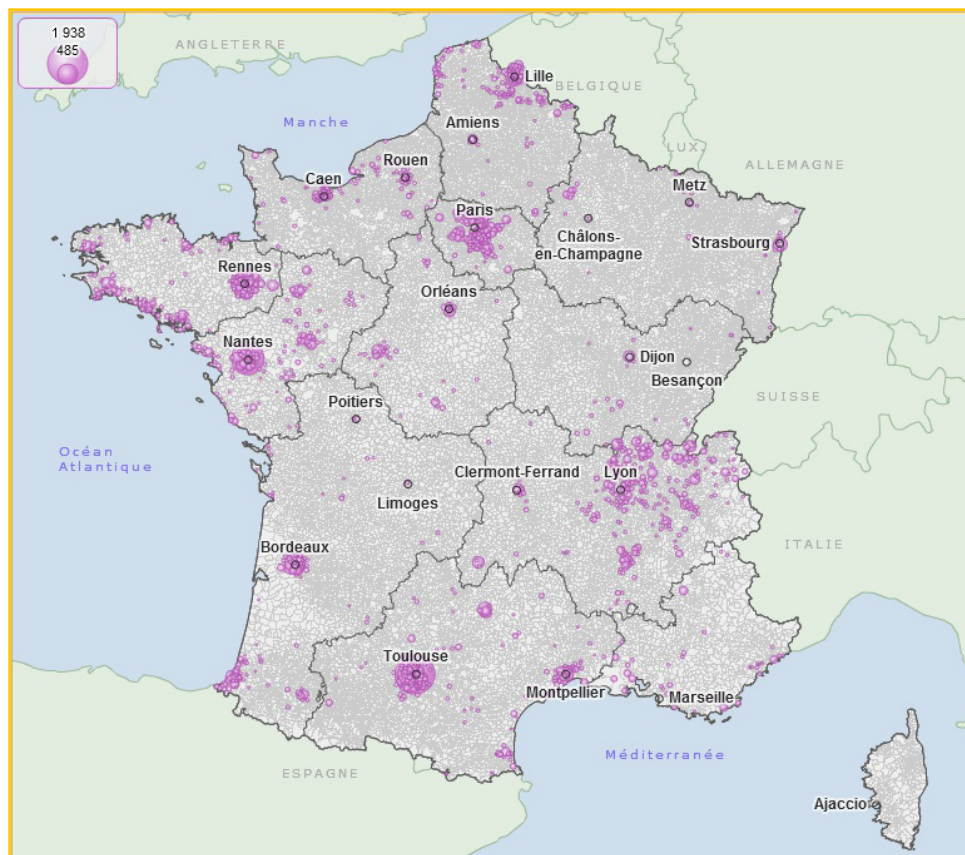
44 %
9,2 %

24,3 %
24,5 %

16,7 %
62,8 %

Agglo = unité urbaine au sens de l'INSEE

PSLA financés depuis 2007



Grands pôles urbains (10 000 emplois ou plus)	71,2 %
Couronnes urbaines des grands pôles	19,6 %
Autres communes	9,2 %

La production des PSLA est concentrée sur quelques régions. 7 régions cumulent plus de 85 % des PSLA financés.

Région	Part dans le total national
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées	19,1 %
Auvergne et Rhône-Alpes	16,9 %
Bretagne	13,4 %
Pays de la Loire	11,3 %
Ile-de-France	10,1 %
Nord-Pas-de-Calais et Picardie	7,9 %
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes	7,6 %
Normandie	5 %
Centre-Val de Loire	2,8 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2,3 %
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine	2,2 %
Bourgogne et Franche-Comté	1,5 %

83 % des PSLA financés depuis 2007 sont situés dans les zones A et B.

Cette production est, par ailleurs, concentrée sur les grands pôles urbains et leur couronne, mais moins que le LLS : en effet, 77 % des LLS financés depuis 2007 se situent dans les grands pôles urbains.

38 % des logements financés font partie d'opérations de maisons individuelles.

Coût des logements ordinaires : PLUS, PLAI, PLS, neuf (en euros/m² de SU)

Région	Hors VEFA						VEFA			
	Nb logts	SU/logt (m ²)	Coût Total	Bâtiment	Charge foncière	Prestations intellectuelles	Coût Total	Nb logts	SU/logt (m ²)	% logts en VEFA
Île-de-France	9 808	55,8	2 957	1 874	798	285	3 056	13 540	54,4	58 %
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine	3 209	66,1	2 083	1 438	437	209	2 075	1 873	61,8	36,9 %
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes	4 405	62,7	1 922	1 295	430	197	1 946	3 900	63,3	47 %
Auvergne et Rhône-Alpes	5 431	69,3	2 301	1 544	488	269	2 345	6 479	62,1	54,4 %
Bourgogne et Franche-Comté	935	66,6	2 161	1 507	373	281	1 832	378	66,1	28,8 %
Bretagne	3 084	67,0	1 854	1 344	304	205	1 676	876	69,8	22,1 %
Centre-Val de Loire	925	68,4	2 661	1 792	520	350	2 083	733	67,3	44,2 %
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées	5 298	62,5	2 005	1 332	462	211	2 004	6 599	58,4	55,5 %
Nord-Pas-de-Calais et Picardie	3 729	68,6	2 045	1 416	435	195	1 932	3 106	64,2	45,4 %
Normandie	1 924	68,3	2 021	1 403	414	204	2 108	1 086	63,6	36,1 %
Pays de la Loire	2 889	65,4	1 946	1 398	343	205	2 003	2 545	60,5	46,8 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4 874	59,2	2 110	1 312	574	223	2 276	5 773	62,3	54,2 %
Corse	220	72,5	2 065	1 621	213	231	2 043	427	69,2	66 %
Moyenne (hors IDF)	36 923	65,2	2 070	1 406	443	222	2 100	32 759	64	47 %
France	46 731	63,3	2 235	1 492	509	234	2 349	47 315	59,9	50,3 %

La décomposition en 3 postes est celle de l'arrêté du 17 octobre 2011.

L'analyse des coûts décomposés ne comprend pas :

- les logements foyers
- les opérations en acquisition-amélioration
- les opérations en usufruit
- les opérations de l'Anru

Les coûts sont indiqués hors TVA (en euros/m² de SU).

Modes de chauffage principal des opérations financées (LLS & PSLA)

Région	Gaz	Électricité	Chauffage urbain	Bois	Autres	Nb de logements financés
Île-de-France	62,4 %	22,7 %	10,2 %	0,6 %	4,1 %	36 788
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine	81,6 %	7,3 %	4,3 %	3,2 %	3,6 %	7 316
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes	73,1 %	21,4 %	2 %	0,5 %	3 %	10 874
Auvergne et Rhône-Alpes	81,2 %	7,4 %	4,4 %	3,7 %	3,4 %	17 655
Bourgogne et Franche-Comté	72,5 %	10,2 %	14,8 %	0,4 %	2,1 %	2 732
Bretagne	71,7 %	11,9 %	7,7 %	3,9 %	4,8 %	5 572
Centre-Val de Loire	89,2 %	5,3 %	0,7 %	0,7 %	4,1 %	2 295
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées	52,6 %	38,7 %	3 %	0,9 %	4,8 %	15 064
Nord-Pas-de-Calais et Picardie	88,8 %	10,1 %	0,3 %	0 %	0,7 %	8 691
Normandie	83,2 %	8,9 %	2,1 %	1,3 %	4,5 %	3 934
Pays de la Loire	72,2 %	14,8 %	8,8 %	0,7 %	3,4 %	7 949
Provence-Alpes-Côte d'Azur	41,3 %	49,8 %	3,7 %	0,3 %	4,9 %	12 923
Corse	80,4 %	19,6 %	0 %	0 %	0 %	647
Moyenne nationale	67,8 %	21,4 %	5,8 %	1,3 %	3,8 %	100 %
Nombre de logements concernés	89 741	28 378	7 653	1 695	4 973	132 440

La rubrique « Autres » comprend notamment : géothermie / pompes à chaleur, solaire...

Avertissement : Il est probable que le mode « chauffage urbain » soit sous-renseigné dû à un remplissage erroné dans certains dossiers par confusion avec le mode « gaz ».

Répartition des logements financés par taille : logements ordinaires (PLAI, PLUS, PLS)

	2014		2015		2016	
	Pourcentage	SU moyenne	Pourcentage	SU moyenne	Pourcentage	SU moyenne
Nb de logements	88 329		94 518		106 502	
Type 1	13 %	25	12,8 %	24,1	13,4 %	27,6
Type 2	26,8 %	49,8	26,7 %	49,4	29,5 %	49,3
Type 3	38 %	68,3	37,8 %	67,7	36,6 %	68,9
Type 4	19 %	85,7	19,3 %	85,6	18 %	85,4
Type 5	3,2 %	102,8	3,4 %	101,1	2,5 %	101,4
		62,1		61,8		61,4

	Isolés	Ménages sans enfants	Ménages avec 1 enfant ou plus
Demandeurs de logement social au RSA (Source : Infocentre Numéro unique - février 2016)	40,4 %	4,2 %	55,4 %
Requérants DALO en 2015 (Source : InfoDalo - février 2016)	29,7 %	7,5 %	62,8 %

% des logements ordinaires / total LLS

	2014	2015	2016
	84,5 %	87,7 %	85,7 %
Total LLS	104 552	107 776	124 226

SU moyenne par logement (en m²)

	Toutes zones	Zone A	Zone B1	Zone B2	Zone C
2014	62,1	55,8	62,6	68,4	71,3
2015	61,8	54,9	63,8	68,2	72
2016	61,4	55,2	63,6	67,6	70,1

Gens du voyage : nombre de places financées et montant des subventions par catégorie

Région	Aires d'accueil		Terrains familiaux		Total places	Total subvention État
	nbre places	subv. État	nbre places	subv. État		
Île-de-France						
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine						
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes			6	64 029	6	64 029
Auvergne et Rhône-Alpes	16	170 744	41	501 545	57	672 289
Bourgogne et Franche-Comté						
Bretagne						
Centre-Val de Loire	5	53 358			5	53 358
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées						
Nord-Pas-de-Calais et Picardie						
Normandie						
Pays de la Loire						
Provence-Alpes-Côte d'Azur						
Corse						
Total	21	224 102	47	565 574	68	789 676

Ces opérations sont financées selon les modalités suivantes :

Aires permanentes d'accueil :

Subvention à titre exceptionnel plafonnée à hauteur de 70 % des dépenses d'investissement hors taxes, dans la limite d'un plafond de dépense subventionnable fixé par décret à 15 245 € par place de caravane pour l'aménagement d'aires situées dans les communes ayant franchi le seuil des 5 000 habitants après 2008, à la condition que leur EPCI d'appartenance ait respecté toutes les obligations inscrites au schéma initial.

Terrains familiaux locatifs :

Subvention dans les mêmes conditions financières que pour les aires permanentes d'accueil, soit 70 % x 15 245 € x nbre de places.

MOUS financées par catégorie

Type de MOUS	Part dans le total des MOUS	Subvention État	Autres subventions	Taux moyen de subvention
Dispositif hébergement d'urgence (type 7)	50,5 %	2 264 781	2 330 980	80,4 %
Problèmes identifiés (type 1)	22,7 %	902 559	1 145 303	79,8 %
AMO (type 5)	9,6 %	220 809	639 761	79,4 %
Aide au maintien (type 4)	7,1 %	393 681	320 902	89,3 %
Mobilisation de LLTS (type 3)	5,8 %	226 354	188 778	63,3 %
Campements et squats (type 8)	3,1 %	35 000	134 126	47,7 %
Production de LLTS (type 2)	1,1 %	51 203	66 203	98,1 %
Situations exceptionnelles (type 6)	0,1 %	10 000		100 %
		4 104 386	4 826 053	
	Taux moyen de subvention : 79 %	36 %	43 %	

Typologie des MOUS : cf. page suivante

Les maîtrises d'œuvre urbaines et sociales : typologie

Depuis 2011, lors de l'instruction d'un dossier de MOUS, les services sont invités à le classer d'après la typologie suivante :

- **Type 1** : réponse à des problèmes de logement rencontrés par un ou des groupes de personnes identifiées
- **Type 2** : production de logements très sociaux sans connaître les personnes qui en bénéficient
- **Type 3** : mobilisation de logements à destination très sociale (AIVS, bureau d'aide ou d'accès au logement...)
- **Type 4** : aide au maintien dans le logement (amélioration du logement, prévention des expulsions, diagnostic social FTM...)
- **Type 5** : assistance à maîtrise d'ouvrage (animation du PDALPD, observation de la demande locative sociale...)
- **Type 6** : situations exceptionnelles (catastrophes naturelles ou industrielles...)
- **Type 7** : dispositifs d'hébergement d'urgence en Île-de-France
- **Type 8** : campements et MOUS (circulaire interministérielle du 26 août 2012 - NOR INTK1233053C)

Le financement des MOUS est régi par la [circulaire n° 95-63 du 2 août 1995 relative aux maîtrises d'œuvre urbaine et sociale pour l'accès au logement des personnes défavorisées](#).

Seuls deux cas particuliers (type 6 et 7 de la nomenclature ci-dessus) sont prévus par le [décret n° 2000-967 du 3 octobre 2000 \(article 1\)](#) par dérogation aux dispositions du [décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'État](#).

Interventions de l'Anah

Région	Montant des subventions engagées						Nombre de logements				Nombre de logements aides aux copro
	Ingénierie	Aides aux syndicats de copro.	Propriétaires occupants	Propriétaires bailleurs	Total AE	FART (1)	Propriétaires occupants		Propriétaires bailleurs		
							Objectif	Financés	Objectif	Financés	Financés
Île-de-France	6 510 996	30 479 722	23 560 861	3 315 078	63 866 657	7 913 400	5 960	3 537	420	310	10 905
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine	4 734 989	731 519	36 637 217	10 841 855	52 945 580	9 280 985	8 073	6 144	680	710	120
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes	1 184 894	504 598	32 858 666	16 495 392	51 043 550	4 630 164	9 010	5 400	694	810	31
Auvergne et Rhône-Alpes	1 696 061	4 662 841	35 210 146	14 725 721	56 294 769	6 153 985	9 407	6 425	856	774	670
Bourgogne et Franche-Comté	623 361	63 497	19 776 679	3 670 430	24 133 967	2 525 638	4 728	3 325	367	232	29
Bretagne	3 210 780	4 996 769	22 416 679	2 807 614	33 431 842	10 232 516	5 420	4 222	231	252	332
Centre-Val de Loire	4 032 557	2 624 861	11 183 179	820 578	18 661 175	8 080 833	3 720	2 300	120	65	299
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées	1 046 313	1 723 652	39 330 172	11 876 672	53 976 809	4 000 989	8 472	6 254	900	689	251
Nord-Pas-de-Calais et Picardie	5 297 632	-	33 362 987	9 609 786	48 270 405	8 862 548	7 822	4 562	585	410	0
Normandie	4 759 309	89 177	15 747 080	4 217 761	24 813 327	9 474 959	4 120	2 604	237	262	23
Pays de la Loire	1 528 312	23 761	22 201 189	3 853 356	27 606 618	5 529 487	5 920	4 267	255	235	82
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 284 894	476 999	12 346 862	8 634 945	23 743 700	2 958 265	2 988	1 980	490	426	198
Corse	323 289	481 935	2 193 628	311 708	3 310 560	352 341	360	249	45	23	77
Total	37 233 387	46 859 331	306 825 345	91 180 896	482 098 959	79 996 110	76 000	51 269	5 880	5 198	13 017

(1) Fonds national d'aide à la rénovation thermique

Interventions de l'Anah

Région	Indicateurs PAP 3.1				
	Nombre de logements aidés	LHI (1)	Autonomie (2)	Précarité énergétique (3)	Copropriétés (4)
Île-de-France	5 639	35,5 %	6,1 %	35,7 %	65,8 %
Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine	3 349	8,3 %	35,5 %	64,9 %	0 %
Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes	3 255	11 %	34,8 %	66,3 %	0 %
Auvergne et Rhône-Alpes	3 654	11,7 %	44 %	54,3 %	3,1 %
Bourgogne et Franche-Comté	1 996	6,9 %	40,4 %	57,8 %	1,5 %
Bretagne	1 920	3,8 %	35,4 %	63,9 %	1 %
Centre-Val de Loire	1 779	2,1 %	31,8 %	35,1 %	33,6 %
Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées	3 641	10,4 %	35,3 %	65,3 %	1 %
Nord-Pas-de-Calais et Picardie	2 500	6,7 %	23,8 %	75,9 %	0 %
Normandie	1 523	7 %	37,2 %	62,1 %	0,9 %
Pays de la Loire	2 164	4,9 %	40,4 %	55,6 %	3,8 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 327	23,5 %	30,3 %	56,4 %	10,7 %
Corse	201	22,4 %	22,4 %	53,7 %	18,4 %
Total	32 948	13,4 %	30,6 %	56,5 %	14,5 %
Cible 2016	76 000	14 %	19 %	64 %	19 %

(1) LHI : Taux de logements aidés par l'Anah en faveur de la lutte contre l'habitat indigne

(2) Autonomie : Taux de logements aidés par l'Anah en vue d'une adaptation aux besoins des personnes âgées ou handicapées

(3) Précarité énergétique : Taux de logements aidés par l'Anah dans le cadre de la lutte contre la précarité énergétique

(4) Copropriétés : Taux de logements aidés par l'Anah pour l'amélioration des copropriétés dégradées ou en difficulté

Partie 2 : Bilan par région et par territoire de programmation

LLS financés dans la région Île-de-France

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
75	CG075	CD Paris	2 010	2 808	2 556	7 374	0	7 374
77	77288	CA Melun Val de Seine	62	117	0	179	0	179
77	DD077	DDT Seine et Marne	1 475	1 816	807	4 098	0	4 098
78	DD078	DDT Yvelines	1 298	1 654	1 041	3 993	0	3 993
91	DD091	DDT Essonne	1 490	1 762	838	4 090	0	4 090
92	DD092	UTHL92	838	1 039	1 191	3 068	0	3 068
93	DD093	UTHL93	968	1 385	2 635	4 988	0	4 988
94	DD094	UTHL94	1 753	1 441	1 182	4 376	0	4 376
95	95127	CA de Cergy-Pontoise	81	103	79	263	0	263
95	DD095	DDT Val d'Oise	1 173	1 493	788	3 454	0	3 454
			11 148	13 618	11 117	35 883	0	35 883

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	24 050	Total PLUS-PLAI :	24 766	Objectif atteint à :	102,98 %
Objectif total LLS :	37 000	<i>Il s'agit des objectifs initiaux notifiés aux DREAL (Total France : 139 496 LLS)</i>			

LLS financés dans la région Grand Est (Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne)

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
08	DD008	DDT Ardennes	51	166	68	285	0	285
10	DD010	DDT Aube	95	217	125	437	0	437
51	51108	CA de Châlons-en-Champagne	13	36	25	74	0	74
51	51454	CA de Reims	177	187	187	551	0	551
51	DD051	DDT Marne	69	70	70	209	0	209
52	DD052	DDT Haute-Marne	21	37	65	123	0	123
54	54115	CC du Bassin de Pompey	13	22	0	35	0	35
54	54395	CU du Grand Nancy	95	283	191	569	0	569
54	DD054	DDT Meurthe et Moselle	70	162	122	354	0	354
55	CG055	CD Meuse	0	0	62	62	0	62
57	DD057	DDT Moselle	484	720	452	1 656	0	1 656
67	67482	CU de Strasbourg	365	732	142	1 239	0	1 239
67	CG067	CD Bas Rhin	155	443	82	680	0	680
68	68224	CA Mulhouse Alsace Agglomération	225	110	38	373	0	373
68	CG068	CD Haut-Rhin	92	117	33	242	0	242
88	DD088	DDT Vosges	16	9	0	25	0	25
			1 941	3 311	1 662	6 914	0	6 914

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	4 960	Total PLUS-PLAI :	5 252	Objectif atteint à :	105,89 %
Objectif total LLS :	6 070	<i>Il s'agit des objectifs initiaux notifiés aux DREAL (Total France : 139 496 LLS)</i>			

LLS financés dans la région Nouvelle-Aquitaine (Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes)

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
16	DD016	DDT Charente	105	97	15	217	0	217
17	DD017	DDTM Charente Maritime	375	360	48	783	0	783
19	DD019	DDT Corrèze	54	62	187	303	0	303
23	DD023	DDT Creuse	16	10	0	26	0	26
24	CG024	CD Dordogne	61	66	0	127	0	127
33	33063	CU de Bordeaux	1 068	1 659	816	3 543	0	3 543
33	CG033	CD de la Gironde	523	934	102	1 559	0	1 559
40	DD040	DDTM Landes	274	602	220	1 096	0	1 096
47	DD047	DDT Lot-et-Garonne	58	132	94	284	0	284
64	64102	CA Agglomération Côte Basque Adour	110	270	198	578	0	578
64	64445	CA de Pau - Pyrénées	72	147	118	337	0	337
64	CG064	CD Pyrénées Atlantiques	183	320	126	629	0	629
79	DD079	DDT Deux Sèvres	53	89	9	151	0	151
86	86194	CA du Grand Poitiers	38	45	5	88	0	88
86	DD086	DDT Vienne	59	96	7	162	0	162
87	DD087	DDT Haute-Vienne	97	187	72	356	0	356
			3 146	5 076	2 017	10 239	0	10 239

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	9 628	Total PLUS-PLAI :	8 222	Objectif atteint à :	85,4 %
--	--------------	--------------------------	--------------	-----------------------------	---------------

Objectif total LLS : **12 501**

Il s'agit des objectifs initiaux notifiés aux DREAL (Total France : 139 496 LLS)

LLS financés dans la région Auvergne et Rhône-Alpes

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
01	CG001	CD Ain	341	698	864	1 903	0	1 903
03	CG003	CD Allier	24	35	30	89	0	89
07	DD007	DDT Ardèche	79	215	18	312	0	312
15	DD015	DDT Cantal	35	36	8	79	0	79
26	DD026	DDT Drôme	207	644	257	1 108	0	1 108
38	38185	CA Grenoble Alpes Métropole	242	599	123	964	0	964
38	38563	CA du Pays Voironnais	51	110	51	212	0	212
38	DD038	DDT Isère	213	495	195	903	0	903
42	DD042	DDT Loire	222	355	331	908	0	908
43	DD043	DDT Haute-Loire	13	25	23	61	0	61
63	63113	CA Clermont Communauté	212	445	117	774	0	774
63	DD063	DDT Puy de Dôme	51	167	104	322	0	322
69	69123	CU de Lyon (Grand Lyon)	1 316	1 326	1 295	3 937	0	3 937
69	DD069	DDT Rhône	234	611	414	1 259	0	1 259
73	73065	CA de Chambéry	64	130	115	309	0	309
73	DD073	DDT Savoie	109	229	301	639	0	639
74	74012	CA Annemasse - Les Voirons - Agglomération	76	170	0	246	0	246
74	DD074	DDT Haute-Savoie	536	996	587	2 119	0	2 119
			4 025	7 286	4 833	16 144	0	16 144

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	12 250	Total PLUS-PLAI :	11 311	Objectif atteint à :	92,33 %
--	---------------	--------------------------	---------------	-----------------------------	----------------

Objectif total LLS : 16 700

Il s'agit des objectifs initiaux notifiés aux DREAL (Total France : 139 496 LLS)

LLS financés dans la région Bourgogne Franche-Comté

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
21	21231	CA Grand Dijon	307	373	124	804	0	804
21	CG021	CD Côte d'Or	21	35	85	141	0	141
25	25056	CA du Grand Besançon	69	131	129	329	0	329
25	25388	CA du Pays de Montbéliard	90	46	1	137	0	137
25	CG025	CD Doubs	9	36	26	71	0	71
39	39198	CA du Grand Dôle	3	4	0	7	0	7
39	39300	Espace Communautaire Lons Agglo	1	5	17	23	0	23
39	CG039	CD Jura	13	35	17	65	0	65
58	DD058	DDT Nièvre	17	36	140	193	0	193
70	CG070	CD Haute-Saône	31	82	36	149	0	149
71	71076	CA Chalon - Val de Bourgogne	4	9	7	20	0	20
71	DD071	DDT Saône-et-Loire	57	108	312	477	0	477
89	DD089	DDT Yonne	31	72	38	141	0	141
90	90010	CA Belfortaine	18	36	2	56	0	56
90	DD090	DDT Territoire de Belfort	5	17	0	22	0	22
			676	1 025	934	2 635	0	2 635

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI : **1 800**

Total PLUS-PLAI : **1 701**

Objectif atteint à : **94,5 %**

Objectif total LLS : **2 500**

Il s'agit des objectifs initiaux notifiés aux DREAL (Total France : 139 496 LLS)

LLS financés dans la région Bretagne

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
22	22050	CC de Dinan	10	19	0	29	0	29
22	22113	Lannion-Trégor Agglomération	38	76	1	115	0	115
22	22136	CC Cideral	3	9	0	12	0	12
22	22278	CA Saint-Brieuc Agglomération Baie d'Armor	62	133	10	205	0	205
22	DD022	DDTM Côtes d'Armor	67	273	0	340	0	340
29	29019	Brest Métropole	91	226	0	317	0	317
29	29151	CA Morlaix-Communauté	10	21	0	31	0	31
29	29232	CA Quimper Communauté	50	109	1	160	0	160
29	CG029	CD Finistère	177	337	0	514	0	514
35	35238	Rennes Métropole	332	658	256	1 246	0	1 246
35	35288	CA de Saint-Malo	43	76	120	239	0	239
35	35360	CA Vitré communauté	29	68	37	134	0	134
35	CG035	CD Ille-et-Vilaine	184	394	158	736	0	736
56	56121	CA du Pays de Lorient	118	148	0	266	0	266
56	56260	CA du Pays de Vannes Agglomération	39	87	14	140	0	140
56	DD056	DDTM Morbihan	64	124	171	359	0	359
			1 317	2 758	768	4 843	0	4 843

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	4 400	Total PLUS-PLAI :	4 075	Objectif atteint à :	92,61 %
--	--------------	--------------------------	--------------	-----------------------------	----------------

Objectif total LLS : **5 500**

Il s'agit des objectifs initiaux notifiés aux DREAL (Total France : 139 496 LLS)

LLS financés dans la région Centre-Val de Loire

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
18	18033	CA Bourges Plus	0	0	1	1	0	1
18	DD018	DDT Cher	18	25	0	43	0	43
28	DD028	DDT Eure-et-Loir	79	158	211	448	0	448
36	DD036	DDT Indre	16	34	24	74	0	74
37	37261	CA Tours Plus	85	291	137	513	0	513
37	CG037	CD Indre-et-Loire	85	167	116	368	0	368
41	DD041	DDT Loir-et-Cher	33	76	0	109	0	109
45	45234	CA d'Orléans - Val de Loire	70	194	15	279	0	279
45	CG045	CD Loiret	34	104	0	138	0	138
			420	1 049	504	1 973	0	1 973

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	1 800	Total PLUS-PLAI :	1 469	Objectif atteint à :	81,61 %
Objectif total LLS :	2 400	<i>Il s'agit des objectifs initiaux notifiés aux DREAL (Total France : 139 496 LLS)</i>			

LLS financés dans la région Occitanie (Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées)

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
09	DD009	DDT Ariège	5	38	5	48	0	48
11	DD011	DDTM Aude	120	265	12	397	0	397
12	12202	CA du Grand Rodez	38	56	87	181	0	181
12	DD012	DDT Aveyron	18	33	18	69	0	69
30	30007	CA d'Alès Agglomération	99	210	206	515	0	515
30	30189	CA Nîmes Métropole	72	159	61	292	0	292
30	DD030	DDTM Gard	133	236	34	403	0	403
31	31395	CA du Muretain	196	276	48	520	0	520
31	31446	CA Sicoval	36	47	170	253	0	253
31	31555	CU Toulouse Métropole	982	1 634	830	3 446	0	3 446
31	CG031	CD Haute Garonne	275	603	53	931	0	931
32	DD032	DDT Gers	29	72	9	110	0	110
34	34003	CA Hérault Méditerranée	73	152	0	225	0	225
34	34032	CA Béziers Méditerranée	123	304	233	660	0	660
34	34108	CA du Bassin de Thau	101	193	45	339	0	339
34	34172	CA Montpellier Agglomération	811	1 321	733	2 865	0	2 865
34	CG034	CD Hérault	90	218	81	389	0	389
46	CG046	CD Lot	32	81	0	113	0	113
48	DD048	DDT Lozère	1	23	2	26	0	26
65	DD065	DDT Hautes-Pyrénées	15	48	136	199	0	199
66	66136	CA Perpignan Méditerranée	214	522	10	746	0	746
66	DD066	DDTM Pyrénées Orientales	70	149	30	249	0	249
81	DD081	DDT Tarn	43	86	56	185	0	185
82	82121	Grand Montauban CA	42	125	47	214	0	214
82	CG082	CD Tarn-et-Garonne	25	73	8	106	0	106
			3 643	6 924	2 914	13 481	0	13 481

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	11 950	Total PLUS-PLAI :	10 567	Objectif atteint à :	88,43 %
Objectif total LLS :	15 640	<i>Il s'agit des objectifs initiaux notifiés aux DREAL (Total France : 139 496 LLS)</i>			

LLS financés dans la région Hauts-de-France (Nord-Pas-de-Calais et Picardie)

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Annu	Annu	Total LLS
02	02691	CA de Saint Quentin	6	16	3	25	0	25
02	02722	CA du Soissonnais	34	24	12	70	0	70
02	DD002	DDT Aisne	73	161	48	282	0	282
59	59178	CA du Douaisis	27	62	28	117	0	117
59	59183	CU de Dunkerque Grand Littoral	42	99	44	185	0	185
59	59350	CU de Lille Métropole	486	1 201	209	1 896	0	1 896
59	59392	CA Maubeuge Val de la Sambre	33	56	3	92	0	92
59	59606	CA de Valenciennes Métropole	51	117	24	192	0	192
59	59632	CA de la Porte du Hainaut	11	22	0	33	0	33
59	DD059	DDTM Nord	191	423	274	888	0	888
60	60057	CA du Beauvaisis	53	38	77	168	0	168
60	60159	CA de la Région de Compiègne	10	35	30	75	0	75
60	DD060	DDT Oise	342	436	84	862	0	862
62	62041	CU d'Arras	55	157	68	280	0	280
62	62119	CA de Béthune Bruay Noeux et environs	70	183	2	255	0	255
62	62160	CA du Boulonnais	92	92	1	185	0	185
62	62498	CA de Lens - Liévin	95	220	1	316	0	316
62	DD062	DDTM Pas-de-Calais	182	581	86	849	0	849
80	80021	CA Amiens	323	570	225	1 118	0	1 118
80	DD080	DDTM Somme	67	196	10	273	0	273
			2 243	4 689	1 229	8 161	0	8 161

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	8 513	Total PLUS-PLAI :	6 932	Objectif atteint à :	81,43 %
Objectif total LLS :	9 907	<i>Il s'agit des objectifs initiaux notifiés aux DREAL (Total France : 139 496 LLS)</i>			

LLS financés dans la région Normandie (Basse-Normandie et Haute-Normandie)

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
14	DD014	DDTM Calvados	389	854	342	1 585	0	1 585
27	27375	CA Seine - Eure	7	24	0	31	0	31
27	CG027	CD Eure	73	209	43	325	0	325
50	50129	CU de Cherbourg	0	0	4	4	0	4
50	DD050	DDTM Manche	21	69	62	152	0	152
61	DD061	DDT Orne	15	30	50	95	0	95
76	76114	CC Caux Vallée de Seine	5	43	6	54	0	54
76	76217	CA de la Région Dieppoise	4	10	40	54	0	54
76	76351	CA Havraise- CODH	50	278	92	420	0	420
76	76540	CA Rouen-Elbeuf-Austreberthe (CREA)	151	514	103	768	0	768
76	DD076	DDTM Seine Maritime	34	140	0	174	0	174
			749	2 171	742	3 662	0	3 662

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	3 410	Total PLUS-PLAI :	2 920	Objectif atteint à :	85,63 %
Objectif total LLS :	4 660	<i>Il s'agit des objectifs initiaux notifiés aux DREAL (Total France : 139 496 LLS)</i>			

LLS financés dans la région Pays de la Loire

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
44	44109	CU Nantes Métropole	642	1 069	903	2 614	0	2 614
44	44184	CA de Saint Nazaire	136	196	21	353	0	353
44	DD044	DDTM Loire-Atlantique	294	479	276	1 049	0	1 049
49	49007	CA Angers Loire Métropole	154	327	194	675	0	675
49	CG049	CD Maine-et-Loire	145	313	65	523	0	523
53	53130	CA Laval Agglomération	33	64	42	139	0	139
53	DD053	DDT Mayenne	21	41	9	71	0	71
72	72181	CU Le Mans Métropole	49	115	186	350	0	350
72	CG072	CD Sarthe	32	63	8	103	0	103
85	85191	CA La Roche-sur-Yon Agglomération	25	47	0	72	0	72
85	CG085	CD Vendée	137	597	259	993	0	993
			1 668	3 311	1 963	6 942	0	6 942

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	5 103	Total PLUS-PLAI :	4 979	Objectif atteint à :	97,57 %
Objectif total LLS :	6 658	<i>Il s'agit des objectifs initiaux notifiés aux DREAL (Total France : 139 496 LLS)</i>			

LLS financés dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
04	DD004	DDT Alpes de Haute-Provence	102	158	0	260	0	260
05	DD005	DDT Hautes-Alpes	19	59	118	196	0	196
06	06004	CA Sophia Antipolis	173	355	55	583	0	583
06	06088	Métropole Nice Côte d'Azur	322	693	529	1 544	0	1 544
06	DD006	DDTM Alpes-Maritimes	255	705	159	1 119	0	1 119
13	13004	CA Arles Crau Camargue Montagnette	13	0	6	19	0	19
13	13005	CA du Pays d'Aubagne et de l'Étoile	68	117	65	250	0	250
13	13055	CU Marseille Provence Métropole	501	705	1 179	2 385	0	2 385
13	13103	Agglopolo Provence	153	299	112	564	0	564
13	DD013	DDTM Bouches-du-Rhône	456	929	582	1 967	0	1 967
83	83050	CA Dracénoise	182	380	21	583	0	583
83	83061	CA Var Estérel Méditerranée	113	197	49	359	0	359
83	DD083	DDTM Var	586	1 285	247	2 118	0	2 118
84	DD084	DDT Vaucluse	210	396	146	752	0	752
			3 153	6 278	3 268	12 699	0	12 699

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	14 820	Total PLUS-PLAI :	9 431	Objectif atteint à :	63,64 %
Objectif total LLS :	19 500	<i>Il s'agit des objectifs initiaux notifiés aux DREAL (Total France : 139 496 LLS)</i>			

LLS financés dans la région Corse

Dép.	Territoire		PLAI	PLUS	PLS	Total hors Anru	Anru	Total LLS
2A	DD02A	DDTM Corse-du-Sud	135	249	0	384	0	384
2B	DD02B	DDTM Haute-Corse	87	164	15	266	0	266
			222	413	15	650	0	650

Objectif notifié à la région en PLUS-PLAI :	460	Total PLUS-PLAI :	635	Objectif atteint à :	138,04 %
Objectif total LLS :	524	<i>Il s'agit des objectifs initiaux notifiés aux DREAL (Total France : 139 496 LLS)</i>			

LLS financés par territoire de programmation (hors Anru)

Code	Territoire	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007
CG075	CD Paris	7 374	7 493	7 186	7 269	6 097	6 053	8 520	5 691	5 744	4 745
DD093	UTHL93	4 988	4 609	4 554	3 667	6 333	6 423	5 917	4 408	3 292	2 838
DD094	UTHL94	4 376	3 059	2 982	3 523	2 768	5 925	6 314	3 542	3 575	1 886
DD077	DDT Seine-et-Marne	4 098	2 121	1 699	2 608	1 540	1 428	2 451	2 693	1 405	1 569
DD091	DDT Essonne	4 090	4 032	2 388	3 521	2 612	5 097	3 725	3 858	2 739	3 436
DD078	DDT Yvelines	3 993	4 042	3 283	3 217	2 139	2 957	2 675	2 211	2 518	1 452
69123	Métropole de Lyon	3 937	3 860	3 924	3 589	4 322	3 372	4 275	4 198	3 358	2 708
33063	CU de Bordeaux	3 543	3 155	3 958	3 473	2 970	3 024	2 444	2 352	1 866	1 916
DD095	DDT Val d'Oise	3 454	2 318	1 445	2 694	1 122	3 632	2 933	1 442	1 635	1 470
31555	Toulouse Métropole	3 446	2 937	2 789	3 663	2 090	2 344	2 831	2 880	1 274	1 562
DD092	UTHL92	3 068	1 992	3 317	3 268						181
34172	Montpellier Méditerranée Métropole	2 865	1 532	1 708	1 534	1 598	1 137	904	791	1 520	842
44109	Nantes Métropole	2 614	2 172	2 568	2 133	2 124	1 843	2 204	2 163	1 078	1 399
13055	CU Marseille Provence Métropole	2 385	1 880	1 403	1 637	562	1 216	1 420	1 715	1 745	1 984
DD074	DDT Haute-Savoie	2 119	1 527	1 205	1 306	1 310	995	1 447	1 677	1 278	1 285
DD083	DDTM Var	2 118	1 708	1 520	1 608	1 324	931	1 344	1 071	809	834
DD013	DDTM Bouches-du-Rhône	1 967	1 199	992	954	978	743	834	710	881	736
CG001	CD Ain	1 903	1 516	1 696	1 369	1 200	1 208	1 251	1 068	1 179	1 265
59350	Métropole Européenne de Lille	1 896	2 773	2 915	2 582	2 470	2 546	2 420	2 319	1 929	1 371
DD057	DDT Moselle	1 656	1 277	1 685	1 437	1 070	940	1 096	1 355	1 324	1 121
DD014	DDTM Calvados	1 585	1 217	1 302	1 632	1 022	1 278	1 471	1 160	1 312	987
CG033	CD de la Gironde	1 559	1 534	1 167							
06088	Métropole Nice Côte d'Azur	1 544	1 033	1 100	842	996	927	682	782	345	383
DD069	DDT Rhône	1 259	952	531	588	703	1 053	923	596	682	541
35238	Rennes Métropole	1 246	1 533	1 179	1 114	1 260	1 160	2 162	1 732	1 446	1 769
67482	Strasbourg Eurométropole	1 239	1 322	1 195	1 607	1 310	1 499	1 808	1 126	911	463
DD006	DDTM Alpes-Maritimes	1 119	818	1 019	1 097	514	1 308	1 297	832	688	803
80021	CA Amiens Métropole	1 118	426	223	364						
DD026	DDT Drôme	1 108	667	812	829	839	817	841	1 243	1 004	792
DD040	DDTM Landes	1 096	706	354	648	400	653	416	491	422	551
DD044	DDTM Loire-Atlantique	1 049	637	991	875	1 433					
CG085	CD Vendée	993	559	578	690	636	565	588	854	632	782
38185	CA Grenoble Alpes Métropole	964	1 088	1 157	1 423	986	723	1 428	1 949	1 219	1 303
CG031	CD Haute-Garonne	931	657	1 154	772	711	580	728	1 161	632	1 001
DD042	DDT Loire	908	487	468	700	1 020	1 104	1 242	1 196	794	1 033
DD038	DDT Isère	903	938	823	824	1 098	892	890	937	711	881
DD059	DDTM Nord	888	702	559	535	419	509	630	656	718	869
DD060	DDT Oise	862	701	944	990	616					
DD062	DDTM Pas-de-Calais	849	811	658	882	695	997	1 192	1 225	1 131	922
21231	Grand Dijon	804	683	586	486	839	828	661	633	637	658
DD017	DDTM Charente-Maritime	783	723	937	1 145	869	837	705	617	809	328

Ce tableau est classé par nombre décroissant de LLS financés en 2016.

Ne sont listés dans ce tableau que les territoires actifs en 2016. Depuis 2007, certains territoires sont passés en délégation de compétence ou certaines délégations ont été abandonnées.

LLS financés par territoire de programmation (hors Anru)

Code	Territoire	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007
63113	CA Clermont Communauté	774	659								
76540	Métropole Rouen Normandie	768	1 459	1 212	1 127	1 129	1 356	1 869	136	51	113
DD084	DDT Vaucluse	752	933	969	548	627	676	688	811	480	561
66136	CA Perpignan Méditerranée	746	564	535	731	583	612	683	345	710	237
CG035	CD Ille-et-Vilaine	736	669	558	465	548	444	849	557	590	619
CG067	CD Bas-Rhin	680	364	429	356	403	627	929	799	839	859
49007	CA Angers Loire Métropole	675	676	757	677	535	823	1 595	1 760	535	309
34032	CA Béziers Méditerranée	660	221	255	309	185	139	224	272	234	132
DD073	DDT Savoie	639	203	255	432	320	779	294	578	857	796
CG064	CD Pyrénées-Atlantiques	629	615	773	467	479	731	475	521	444	355
06004	Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis	583	858								
83050	CA Dracénoise	583	328	174	132	18	106				
64102	CA Agglomération Côte Basque Adour	578	537	215	594	636	524	334	342	140	239
54395	CU du Grand Nancy	569	513	524	494	388	327	538	335	491	472
13103	Agglopolé Provence	564	314	174							
51454	CA de Reims	551	545	431	667	423	579	488	772	624	300
CG049	CD Maine et Loire	523	452	622	487	553	399	501	746	431	
31395	CA du Muretain	520	216	289	339	202	198	170	285	170	
30007	CA d'Alès Agglomération	515	123	201	285	108	157	172	236	240	190
CG029	CD Finistère	514	554	411	802	485	523	1 183	517	686	632
37261	CA Tours Plus	513	561	634	563	657	531	453	403	372	304
DD071	DDT Saône-et-Loire	477	308	169	341	343	479	357	346	363	415
DD028	DDT Eure-et-Loir	448	375	493	520	330	493	279	315	295	295
DD010	DDT Aube	437	474	493	647	397	543	602	687	433	558
76351	CA Havraise- CODH	420	619	410	508	309	408	264	453	189	219
DD030	DDTM Gard	403	294	442	568	737	302	452	325	283	419
DD011	DDTM Aude	397	425	640	823	477	621	675	716	414	382
CG034	CD Hérault	389	524	592	522	599	679	581	315	300	241
DD02A	DDTM Corse-du-Sud	384	268	259	304	116	100	149	62	154	258
68224	CA Mulhouse Alsace Agglomération	373	144	275	403	186	265	404	509	500	734
CG037	CD Indre-et-Loire	368	601	218	402	212	310	399	590	300	396
83061	CA Var Estérel Méditerranée	359	409	235	296	220	75	143	55	138	107
DD056	DDTM Morbihan	359	152							607	451
DD087	DDT Haute-Vienne	356	339	198	355	199	280	415	461	177	423
DD054	DDT Meurthe et Moselle	354	239	670	516	271	334	516	411	509	452
44184	CA Région Nazairienne et de l'Estuaire (la CARENE)	353	237	338	365						
72181	CU Le Mans Métropole	350	362	243	405	202	228	110	244	148	273
DD022	DDTM Côtes d'Armor	340	160	201	518	340	273				491
34108	CA Bassin de Thau	339	116								
64445	CA de Pau - Pyrénées	337	438	431	454	220	181	450	431	238	135

Source : DGALN - Infocentre SISAL - 9 janvier 2017

LLS financés par territoire de programmation (hors Anru)

Code	Territoire	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007
25056	CA du Grand Besançon	329	309	153	171	169	164	220	268	196	168
CG027	CD Eure	325	619	316	399	189	167	321	749	379	377
DD063	DDT Puy de Dôme	322	155	1434	1 441	996	674	1 356	1 219	1 374	1 017
29019	Brest Métropole	317	310	271	575	574	363	555	479	310	474
62498	CA de Lens - Liévin	316	559	630	265	209	335	471	562	536	736
DD007	DDT Ardèche	312	299	375	559	374	386	469	424	571	465
73065	CA Chambéry Métropole	309	227	261	394	428	260	389	229		
DD019	DDT Corrèze	303	135	94	274	191	251	182	344	459	220
30189	CA Nîmes Métropole	292	287	653	297	154	510	212	352	454	498
DD008	DDT Ardennes	285	141	145	196	96	99	162	178	165	144
DD047	DDT Lot-et-Garonne	284	172	228	217	328	336	299	154	269	279
DD002	DDT Aisne	282	120	237	219	299	193	258	450	228	307
62041	CU d'Arras	280	194	283	146	149	173	282	267	311	305
45234	CA d'Orléans - Val de Loire	279	381	337	411	276	231	648	397	410	414
DD080	DDTM Somme	273				688	563	534	691	583	640
56121	CA du Pays de Lorient	266	285	375	471	247	390	225	460	229	268
DD02B	DDTM Haute-Corse	266	140	106	206	113	150	99	259	103	169
95127	CA de Cergy-Pontoise	263	424	533	613	756	443	353	288	104	408
DD004	DDT Alpes de Haute Provence	260	184	125	150	74	319	335	231	205	329
62119	CA de Béthune Bruay Noeux et environs	255	307	413	281	204	146	390	547	486	393
31446	CA Sicoval	253	349	176	273	353	352	311	419	155	472
13005	CA du Pays d'Aubagne et de l'Etoile	250	152	135	341	215	4	230	160	70	81
DD066	DDTM Pyrénées Orientales	249	540	420	552	583	609	395	444	213	289
74012	CA Annemasse - Les Voirons - Agglomération	246	131	145	84	78	209	249	342	241	225
CG068	CD Haut Rhin	242	306	174	245	183	363	662	1099	984	869
35288	CA de Saint Malo Agglomération	239	195	127	121	217	390	346	183		
34003	CA Hérault Méditerranée	225	229	104	262	190	177	226	62	107	68
DD016	DDT Charente	217	157	224	169	436	256	320	259	378	307
82121	Grand Montauban CA	214	138	81	42	120	54	112	199	187	43
38563	CA du Pays Voironnais	212	191	191	161		117	131	208	129	103
DD051	DDT Marne	209	346	164	79	103	118	184	292	322	213
22278	CA Saint-Brieuc Agglomération Baie d'Armor	205	229	183	153	212	173	385	135	174	80
DD065	DDT Hautes-Pyrénées	199	116	149	255	253	233	329	383	198	88
DD005	DDT Hautes-Alpes	196	148	131	136	52	203	193	136	82	373
DD058	DDT Nièvre	193	98	54	195	60	79	193	150	170	91
59606	CA de Valenciennes Métropole	192	353	133	319	354	433	386	427	377	328
59183	CU de Dunkerque Grand Littoral	185	298	329	361	384	342	284	393	355	396
62160	CA du Boulonnais	185	233	330	254	316	194	276	200	221	266
DD081	DDT Tarn	185	230	234	318	355	271	266	476	443	403
12202	CA du Grand Rodez	181	130	61							

Source : DGALN - Infocentre SISAL - 9 janvier 2017

LLS financés par territoire de programmation (hors Anru)

Code	Territoire	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007
77288	CA Melun Val-de-Seine	179	94	98	81	53	94	62	111	311	130
DD076	DDTM Seine-Maritime	174	197	212	190	217	236	503	1 650	1 548	885
60057	CA du Beauvaisis	168	105	122	175	246	206	203	223	201	119
DD086	DDT Vienne	162	90	195	835	420	207	419	652	405	477
29232	CA Quimper Communauté	160	247	151	199	158					
DD050	DDTM Manche	152	155	111	298	256	102	584	402	289	317
DD079	DDT Deux Sèvres	151	116	166	394	375	497	161	473	353	472
CG070	CD Haute-Saône	149	113	95	54	86	148	168	108	101	109
CG021	CD Côte d'Or	141	143	92	83	142	97	193	208	157	169
DD089	DDT Yonne	141	124	266	344	189	326	265	475	571	443
56260	CA du Pays de Vannes Agglomération	140	284	179	333	275	347	459	489	312	325
53130	CA Laval Agglomération	139	88	96	248	149	134	126	124	127	173
CG045	CD Loiret	138	173	263	257	226	268	373	431	292	454
25388	CA du Pays de Montbéliard	137	111	44	47	16	138	176	94	175	327
35360	CA Vitré communauté	134	100	108	100	71	64	56	41	34	31
CG024	CD Dordogne	127	339	475	263	116	354	306	376	304	265
DD052	DDT Haute-Marne	123	98	148	112	293	172	136	299	74	100
59178	CA du Douaisis	117	20	368	308	312	386	337	361	241	304
22113	Lannion-Trégor Agglomération	115	76	45	65	54	43				
CG046	CD Lot	113	198	129	151	113	168	190	202	303	237
DD032	DDT Gers	110	290	316	209	271	129	310	278	326	130
DD041	DDT Loir-et-Cher	109	37	66	66	91	145	105	85	232	145
CG082	CD Tarn-et-Garonne	106	173	119	94	150	151	175	222	162	135
CG072	CD Sarthe	103	154	112	354	173	391	328	355	80	291
DD061	DDT Orne	95	68	103	112	165	209	242	102	78	276
59392	CA Maubeuge Val de la Sambre	92	166	74	46	124	195	217	197	210	200
CG003	CD Allier	89	191	133	77	191	277	219	452	345	516
86194	CA du Grand Poitiers	88	104	119							
DD015	DDT Cantal	79	106	206	171	178	276	195	181	166	467
60159	CA de la Région de Compiègne	75	107	60	76	129	180	124	101	48	105
51108	Châlons en Champagne Agglo	74	39	133	79	162	131	121	85	74	77
DD036	DDT Indre	74	110	85	176	110	183	124	225	195	176
85191	CA La Roche-sur-Yon Agglomération	72	110	75	148	182	59	143	234	99	114
CG025	CD Doubs	71	57	18	59	79	79	156	270	408	227
DD053	DDT Mayenne	71	103	55	183	112	176	100	190	161	92
02722	CA du Soissonais	70	81	125	134	84	60	52	175	95	150
DD012	DDT Aveyron	69	101	29	242	116	215	190	160	217	298
CG039	CD Jura	65	113	31	42						
CG055	CD Meuse	62		6	10	56	59	115	24	105	130
DD043	DDT Haute-Loire	61	61	141	249	79	159	223	543	353	468

Source : DGALN - Infocentre SISAL - 9 janvier 2017

LLS financés par territoire de programmation (hors Anru)

Code	Territoire	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007
90010	CA Belfortaine	56	39		23	48	12	90	121	125	66
76114	CC Caux Vallée de Seine	54	83	162	140	253	97				
76217	CA de la Région Dieppoise	54	50	86	134	150	128	59	246	39	112
DD009	DDT Ariège	48	50	77	109	57	117	73	120	95	92
DD018	DDT Cher	43	14	20	231	55	57	279	231	251	254
54115	CC du Bassin de Pompey	35	122	22	40	65	222	60	63	64	92
59632	CA de la Porte du Hainaut	33	263	189	302	241	294	353	389	319	377
27375	CA Seine - Eure	31	96	161	104	62	102	65	182	86	120
29151	CA Morlaix-Communauté	31	67	209	303	108	88	124	62	54	
22050	CC de Dinan	29	78	20	165						
DD023	DDT Creuse	26	17	32	27	38	36	47	48	182	116
DD048	DDT Lozère	26	107	30	113	139	100	113	194	93	142
02691	CA de Saint Quentin	25	9	10		7	32	29	91	16	42
DD088	DDT Vosges	25	33	124	65	155	101	136	313	389	279
39300	CA Espace Communautaire Lons Agglomération	23	62	4		16	12	16	89	18	49
DD090	DDT Territoire de Belfort	22	8	10		41	22	188	48	29	4
71076	CA Chalon - Val de Bourgogne	20	12	18	57		112	214	233	146	90
13004	CA Arles Crau Camargue Montagnette	19	139	112	112	73	278	166	232		
22136	CC Cideral	12	8	13	42	25	26	41	126	49	67
39198	CA du Grand Dôle	7	24	8	45						
50129	CU de Cherbourg	4	18	60	55	81	28	109	142	68	53
18033	CA Bourges Plus	1	42	7	22	164	38	121	120	116	148
	Résultats actualisés *	124 226	107 444	103 936	111 275	93 407	102 339	113 287	106 832	89 653	84 776
	Totaux fin de gestion	124 226	108 921	106 414	117 065	102 728	115 889	131 509	119 842	104 441	99 043

* Les données antérieures à 2016 prennent en compte les mises à jour (annulations et clôtures d'opérations).

Glossaire

Les dispositifs financiers d'aide au logement

AQS	Amélioration de la qualité de service dans le logement social
LLS	Logements locatifs sociaux financés par les prêts PLAI, PLUS, PLUS-CD, PLS et la Palulos communale, ainsi que les logements financés avec le produit spécifique hébergement
MOUS	Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale, prestation de service destinée à faciliter le logement de certains ménages en situation difficile (Circulaire du 2 août 1995)
Palulos	Subvention destinée à améliorer la qualité des logements du parc HLM ; elle peut actuellement être également attribuée par la Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS)
Palulos communale	Logement appartenant ou géré par une commune mis sur le marché du logement social après réhabilitation financée par une Palulos
PB	Logements aidés par l'Anah appartenant à des propriétaires bailleurs
PEEC	Participation des employeurs à l'effort de construction ou Action Logement (autrefois appelé 1 % Logement)
PLAI	Prêt locatif aidé d'intégration
PLS	Prêt locatif social
PLUS	Prêt locatif à usage social
PLUS-CD	Prêt locatif à usage social construction-démolition
PO	Logements aidés par l'Anah occupés par leurs propriétaires (propriétaires occupants)
Prime spécifique IDF	Aide complémentaire qui peut être accordée en Île-de-France pour les PLAI et la part des PLUS correspondant aux logements destinés aux ménages dont les revenus sont inférieurs aux plafonds de ressources PLAI (article R. 381-4 du CCH).
Produit spécifique hébergement	Dispositif mis en place en 2009 pour la création de centres d'hébergement (articles R. 331-96 à R. 331-110 du CCH)
PSLA	Prêt social location-accession
Surcharge foncière	Aide complémentaire qui peut être accordée en cas de dépassement des valeurs foncières de référence (article R. 331-24 du CCH)

Caractéristiques des logements

A. A	Acquisition-amélioration. Il s'agit de logements dont l'acquisition est financée, ainsi que, le cas échéant, les travaux nécessaires
Label de performance énergétique	BBC (bâtiment basse consommation), HPE (haute performance énergétique), THPE (très haute performance énergétique)
Logement ordinaire	Par logement ordinaire, on entend les logements qui ne font pas partie des différentes formes de logements foyers (foyers pour personnes âgées ou handicapées, résidences sociales) ou d'établissements d'hébergement
Surface habitable et surface utile	« La surface utile est égale à la surface habitable du logement, telle que définie à l' article R. 111-2 du CCH , augmentée de la moitié de la surface des annexes définies par arrêté du ministre chargé du Logement » (articles R. 331-10 et 353-16-2° du CCH)

Les acteurs

Anah	Agence nationale de l'habitat
Anru	Agence nationale pour la rénovation urbaine
Foncière	Association Foncière logement, chargée de réaliser des PLS dans des conditions spécifiques
GALION	Logiciel d'instruction des financements des aides au logement (aides à la pierre)
SISAL	Infocentre du suivi des logements aidés

Contacts

Direction de l'Habitat, de l'Urbanisme
et des Paysages

Sous-direction des politiques de l'habitat

Bureau de la connaissance sur le logement
et l'habitat



Ministère de la Cohésion des territoires

Direction générale de l'Aménagement,
du Logement et de la Nature

92055 La Défense Cedex